



Balkans :
Champ libre pour les mafias, une menace
réelle pour l'Europe
(Occidentale et Orientale)

Mémoire de géopolitique

du lieutenant colonel Norel DURLEA

dans le cadre de l'étude dirigée

« Les menaces non militaires de niveau stratégique »

Directeur : Xavier RAUFER
Directeur des Etudes du Centre Universitaire de Recherche sur les Menaces Criminelles
Contemporaines
(Université Pantheon-Assas, Paris II)

05 avril 2001

1. Balkans : Champ libre pour les mafias, une menace réelle pour l'Europe (occidentale et orientale)

2. Lieutenant colonel (air) Norel DURLEA, Roumanie

3. 05 avril 2001

4. Division C, groupe C2

5. Mémoire de géopolitique

6. Les grandes lignes :

La zone des Balkans a vu exploser la violence et la criminalité organisée depuis dix ans. Centre de trafics vers l'Europe occidentale, en utilisant, parfois des routes de passage des pays de l'Europe orientale, elle abrite des mafias et des organisations criminelles que les gouvernements complices ne peuvent pas endiguer et contre lesquels les forces militaires classiques de l'ONU et de l'OTAN sont impuissantes.

7. Mots clés : Balkans, nouvelles menaces, trafics, mafias, immigration, stupéfiants (drogues), prostitutions, esclavage, armes, voitures volées, cigarettes, police, armée.

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS

Partie I

LES BALKANS : CHAMP LIBRE POUR LES MAFIAS

Les mafias ont gangrené en dix ans les Balkans

Criminalité hybride et "zones grises"

Partie II

TRAFICS REGIONAUX

Les stupéfiants

Trafic d'êtres humains

Trafic d'arme

Trafic de véhicules volés

Trafic de cigarettes

Partie III

LUTTER CONTRE LES MAFIAS ET LES TRAFICS

La coopération police - armée

Le rôle de la police et de l'armée devant les nouvelles menaces

Les expériences de certains états

CONCLUSION

AVANT-PROPOS

La péninsule balkanique s'enfonce au sud-est de l'Europe entre des mers qui la bordent sur trois côtés : la mer Adriatique et la mer Ionienne à l'ouest, la mer Egée et la mer Marmara au sud, la mer Noire à l'est. Par les détroits turcs, le Bosphore et les Dardanelles, elle est toute proche de l'Asie Mineure.

Rien ne la sépare du reste du continent européen. Une délimitation proprement géographique lui donnerait pour bornes le cours du Danube, de son affluent la Slave et de l'affluent de celle-ci, la Kupa. Les régions situées au sud de ces cours d'eau constituent les Balkans proprement dits. Elles sont presque entièrement couvertes de montagnes (c'est le sens du mot « Balkan » en turc), mais le Nord-Ouest et le Sud communiquent facilement avec l'extérieur, l'un par terre, l'autre par mer.

L'histoire contemporaine et d'autres considérations (les influences culturelles byzantines puis ottomanes) ont déterminé une délimitation plus vaste pour y adjoindre des régions situées plus au nord, qui géographiquement ne font pas partie de la zone délimitée. Ainsi, sont considérés en effet comme "balkaniques", les Etats d'ex-Yougoslavie (la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la Macédoine, la Slovénie et la R.F. de Yougoslavie, comprenant les deux anciennes républiques yougoslaves de Serbie et du Monténégro), l'Albanie, la Bulgarie, la Grèce et la Turquie (sa partie européenne).

La chute du Mur de Berlin en 1989 et l'écroulement des régimes communistes en Europe de l'Est ont provoqué de nombreux bouleversements : passage de la planification socialiste à l'économie de marché, ouverture des frontières et liberté de mouvement pour les populations, multiplication des contacts avec l'Europe.

Depuis 1991, les Balkans traversent, une fois de plus, une période de sang et de larmes. Les guerres civiles à répétition ont ruiné l'économie des pays concernés. Autant d'éléments qui, avec l'insurrection de 1997 en Albanie et la guerre au Kosovo ont permis au crime organisé dans les Balkans de se développer considérablement et d'acquérir une dimension internationale.

Depuis quelques années déjà, cette criminalité frappe de plein fouet les pays d'Europe occidentale et orientale. L'Albanie sert de tremplin à des dizaines de milliers d'immigrants clandestins qui entrent chaque année en Italie, en Grèce et en Allemagne. Aux Pays-Bas, des gangsters reçoivent leurs armes de fournisseurs serbes ; en Italie, la contrebande de cigarettes est sous les contrôles communs de la mafia locale et de trafiquants du Monténégro ; les voitures volées en Autriche ou en France sont récupérées par des trafiquants bulgares ou croates, tandis que Turcs et Albanais du Kosovo tiennent le trafic d'héroïne dans la plupart des pays d'Europe occidentale.

Tous les pays sont touchés. La criminalité organisée et le trafic de drogue sont des maladies très contagieuses contre lesquelles aucun Etat n'est immunisé. Le crime organisé est aussi, en grande partie, la cause de l'immigration clandestine, qu'il conviendrait le plus souvent de décrire comme un trafic d'êtres humains, voire comme une nouvelle forme d'esclavage.

Les trafiquants balkaniques, qui coopèrent avec la mafia italienne, colombienne ou turque, sont désormais bien implantés dans l'Union européenne. Généralement considérés, à juste titre, comme une zone de turbulences et d'instabilité au centre du continent européen, en raison de la persistance de conflits ethniques, les Balkans constituent aujourd'hui une menace d'une nature nouvelle pour la sécurité de l'Europe occidentale et orientale.

1. LES BALKANS : CHAMP LIBRE POUR LES MAFIAS

1.1. Les mafias ont gangrené en dix ans les Balkans

La preuve qu'au-delà des guerres politico-éthniques, les Balkans sont la proie d'une criminalité d'autant plus florissante qu'elle se nourrit de toutes les instabilités régionales. Faillites bancaires, chômage, récession : l'économie légale des Balkans s'est effondrée. La mafia a grandi sur ces décombres et transformé la région en plaque tournante des trafics de stupéfiants, de véhicules volés, d'armes ; prostitution, exploitation des enfants et trafics d'organes ; fausse monnaie et blanchiment d'argent sale ; contrefaçons diverses ; contrebande de cigarettes ; immigration clandestine. Pire encore : l'apparition d'entités nouvelles, criminelles et terroristes à la fois ; pour la première fois la région présente une scène criminelle balkanique d'autant plus préoccupante qu'elle se trouve à l'orée même de l'Europe.

Les Balkans sont une zone de non-droit. Plus de 80% de l'héroïne saisie dans les pays occidentaux a transité par ce que les experts appellent la "route des Balkans", depuis la Turquie au travers de la Bulgarie, de la Macédoine et de l'Albanie ou par l'ex-Yougoslavie. L'immigration clandestine passe par les mêmes voies. La prostitution, notamment en Italie, est aujourd'hui contrôlée par des bandes albanaises. Le trafic de cigarettes reste la principale industrie du Monténégro. En outre, la plupart de ces pays ravagés par des guerres civiles sont devenus un vaste supermarché d'armes à prix bradés pour la criminalité organisée dans les pays occidentaux. L'énumération pourrait être encore plus longue, avec les filières de voitures volées ou celles de matériels nucléaires venant de Russie, etc.

Les pays des Balkans sont en effet devenus depuis 1989 le cœur de très florissantes activités criminelles, et les mafias locales travaillent en coopération avec les grandes organisations italiennes et sud-américaines. Cela est évident dans les Etats issus de l'ex-Yougoslavie et en Albanie où, à la faveur des conflits, se sont créées des "zones grises" où aucun gouvernement n'est en mesure de contrôler la situation ou de faire appliquer les règles minimales du droit, des zones où règnent en maîtres des milices ou des bandes "patriotiques" recyclées. Mais ces fructueux trafics fleurissent aussi dans des pays épargnés par les violences comme la Bulgarie, plaque tournante du recyclage de l'«argent sale» où se retrouvent les puissantes mafias turque et russe.

Ces trafics sont nés de la guerre et l'ont fait perdurer, le conflit devenant en lui-même une immense source de profit pour les mafias. Ainsi en Bosnie, dans la Republika Srpska - l'entité serbe – elles s'enrichissaient par la dîme qu'elles prélevaient sur toutes les importations (notamment l'essence) mais aussi dans la Fédération croato-musulmane, dans l'Herceg-Bosna croate où la mafia règne. La situation est la même en Serbie, et bien sûr dans une Albanie toujours instable, devenue l'une des principales plaques tournantes de la drogue (le cannabis et le pavot y sont aussi cultivés),

du trafic de main-d'œuvre et d'armes après le pillage des dépôts lors de la révolte du printemps 1997. On commence par des bandes criminelles pour aboutir à de véritables syndicats du crime. L'Albanie, "trou noir" de la région, fait figure de plaque tournante de l'immigration illégale, et d'inépuisable gisement d'armes et du trafic des drogues. La faillite des sociétés financières "pyramidales", qui promettaient des rendements élevés, avait provoqué, en 1997, la ruine de dizaines de milliers de petits épargnants et déclenché une insurrection et un gigantesque pillage des stocks d'armes et de munitions de l'armée et de la police. Ce sont ces fusils d'assaut, armes de poing, grenades et lance-roquettes qui ont permis d'alimenter la résistance des groupes indépendantistes albanais de la province Kosovo, l'UCK. Sept mois après la guerre, la province administrée par l'ONU est redevenue la plaque tournante de tous les trafics et les forces de sécurité internationales assistent impuissantes à l'explosion prévisible de ce fléau : jeunes filles vendues à des proxénètes, enlèvements, drogue, trafic d'armes, de cigarettes, d'essence, voitures volées, contrefaçons... Le Kosovo est gangrené par les mafias.

Depuis la fin de l'embargo auquel étaient soumis les pays formant l'ex-Yougoslavie, les trafiquants ne se limitent plus à des opérations impliquant le franchissement de la frontière hongroise. La constitution de stocks importants permet une redistribution tout azimut, particulièrement sur les axes traditionnels de la route des Balkans (Bulgarie, Serbie), et sur ceux, plus nouveaux, de l'Ukraine et de Moldavie. Les uns et les autres ont pour cible l'espace Schengen via la Pologne et la République tchèque. Au cours des quatre dernières années, un trafic, prenant sa source dans le Caucase et les ports russes et ukrainiens, aboutit à l'ensemble des ports roumains. Ainsi, la Roumanie possède des réserves importantes, au-delà de son approvisionnement continu en héroïne qui prend sa source à Istanbul et transite par la Bulgarie.

La multiplication, au cours des trois dernières années, de saisies de moyenne importance de toutes les drogues (héroïne, cocaïne, dérivés du cannabis) témoigne du rôle dévolu à la Grèce par les filières internationales du trafic. Le trafic de la marijuana étant lié à celui de la main d'œuvre clandestine, ce sont les frontières du pays avec l'Albanie qui posent désormais le plus de problèmes. Les frontières bulgares, macédoniennes et celles de la mer Egée s'ajoutent aux axes traditionnels de la route des Balkans qui traversent le pays. L'intensification du trafic a deux conséquences majeures : l'augmentation d'une consommation déjà importante et le rôle nouveau que joue la Grèce, à l'instar de l'Italie et de la Slovénie, dans le blanchiment de capitaux issus de tous les trafics balkaniques qui se réinvestissent ensuite dans l'ensemble des économies de l'espace Schengen.

1.2. Criminalité hybride et "zones grises"

Le concept de criminalité hybride a été créé pour qualifier des groupes opérant dans le domaine criminel avec une composante politique ou idéologique. Ce concept peut s'appliquer à

plusieurs régions des Balkans. A l'origine, on trouve un groupe criminel qui, grâce à la guerre en ex-Yougoslavie ou à la rébellion du début de l'année 1997 en Albanie, va obtenir, selon le cas, une légitimité «patriotique » ou politique: il a contribué à la défense de la Patrie en danger ou a combattu dans le bon camp politique! Ayant rendu des services aux autorités, y compris aux forces de police, ce groupe attend en échange une certaine impunité dans la poursuite de ses activités criminelles et au minimum une neutralité bienveillante du pouvoir politique local. La région est alors bien partie pour devenir une «zone grise », un territoire où aucun gouvernement n'est en mesure de contrôler la situation ou de faire appliquer les règles minimales du droit.

Bosnie-Herzégovine: la Herceg-Bosna et la republika Srpska.

Deux parties de la Bosnie-Herzégovine correspondent assez bien à cette définition : la Herceg-Bosna, zone sous contrôle croate, et la Republika Srpska, l'entité serbe. En Herceg-Bosna, les groupes criminels qui ont mis leurs forces «au service de la Patrie croate» pendant les combats contre les Serbes et les Musulmans ont été largement récompensés à la fin de la guerre. La partie croate de Mostar, capitale de la Herceg-Bosna, est pratiquement entre leurs mains, de même qu'une bonne partie de l'économie de la région. Mostar est aujourd'hui considérée comme une des capitales du crime en Europe.

En clair, cela signifie que les groupes criminels de Mostar agissent avec la bénédiction du pouvoir local, pour leur plus grand profit commun. Les autorités politiques croates local, refusent la cohabitation avec les Musulmans qui entraînerait inéluctablement une perte de leur autonomie et de leur pouvoir. Cette attitude s'accorde parfaitement avec le refus des bandes criminelles de voir la Herceg-Bosna soumise au contrôle administratif et policier des autorités centrales de Sarajevo, comme cela devrait être pourtant le cas dans le cadre de la Fédération croato - musulmane, conformément aux accords de Dayton.

Nationalistes croates de Bosnie et mafieux locaux sont donc des alliés naturels dans l'opposition farouche à l'application des accords de Dayton en Herceg-Bosna, et les pressions occidentales n'y peuvent pas grand-chose. Il n'est donc pas question d'attendre de leur part qu'ils interviennent contre le crime organisé dans la région. Ces policiers peuvent en revanche observer à loisir les trafics d'alcool, de faux visas, de cigarettes, de drogue et de voitures volées qui se sont développés à Mostar.

La Republika Srpska, l'entité serbe de Bosnie, se trouve dans une situation comparable à celle de la Herceg-Bosna, avec des relations tout aussi étroites entre trafiquants et dirigeants : le gouvernement et la police se livrent à des activités criminelles, de l'aveu même du chef de l'état, la présidente, Mme Biljana Plavsic, impuissante à faire respecter la loi chez elle et accuse son gouvernement de gérer divers trafics (pétrole, cigarettes, alcools...) sur une grande partie du

territoire. Des accusations d'ailleurs largement confirmées par les observateurs internationaux de l'ONU en Bosnie-Herzégovine. La manifestation la plus spectaculaire de cette collusion entre le gouvernement de l'époque et les trafiquants est sans aucun doute le soutien apporté par les unités de la police spéciale et les services secrets de la Republika Srpska au transport des cigarettes de contrebande arrivant du Monténégro et qui sont destinées aux gangs croates de Mostar.

En Republika Srpska comme en Herceg-Bosna, on assiste à une conjonction des objectifs politiques des ultra nationalistes et des intérêts strictement financiers de ceux qui gèrent les trafics de cigarettes, de pétrole et d'alcools.

Serbes et Croates ne sont d'ailleurs pas les seuls en Bosnie à avoir développé des structures maffieuses liées au pouvoir. Des liens de même nature sont tissés entre les groupes criminels et les autorités locales dans la partie musulmane de la Bosnie : Il paraît évident que la mafia de la Republika Srpska et celle de la fédération croato - musulmane coopèrent étroitement.

Le Monténégro

Le Monténégro ne présente pas au même titre que la Republika Srpska ou la Herceg-Bosna les caractéristiques d'une "zone grise". Mais l'existence d'un trafic de cigarettes contrôlé par les autorités de Podgorica, qui coopèrent sans état d'âme apparent avec l'organisation maffieuse italienne Sacra Corona Unita, est un premier pas inquiétant.

Le fait que les structures officielles du Monténégro se soient engagées dans un fructueux trafic de cigarettes pendant les années de guerre et d'embargo de l'ONU est parfaitement compréhensible. La situation économique étant grave, tous les moyens étaient bons pour survivre et ce trafic offrait des sources de revenus inespérées pour alimenter le budget de cette petite république. Dans ces années de guerre et d'embargo, la frontière entre le licite et l'illicite était particulièrement floue, autant pour les particuliers que pour les structures d'état. Pour le Monténégro, comme pour la Serbie, toute importation et toute exportation, tout contact économique avec l'étranger, étaient forcément illégaux et se faisaient par des voies détournées.

Après la levée des sanctions imposées à la Serbie et au Monténégro, il est en revanche beaucoup plus difficile de justifier la poursuite de ce trafic et la tolérance des autorités face à la présence d'une forte colonie maffieuse italienne sur les côtes du Monténégro. Par ailleurs, la création en 1996 de zones franches (destinées à attirer des sociétés financières off shore), a provoqué une levée de boucliers dans l'opposition qui a vu là un risque majeur de développement du blanchiment d'argent au Monténégro et une dérive du pays vers des activités économiques de plus en plus suspectes. Cela d'autant plus que la mafia italienne dispose déjà de bases solides au Monténégro où viennent chercher refuge les trafiquants de tout poil recherchés de l'autre côté de l'Adriatique.

L'Albanie

En Albanie, l'insurrection de 1997 née de la faillite des "sociétés pyramidales" a démontré la fragilité des institutions officielles : l'armée, la police et les administrations se sont écroulées en quelques semaines, laissant la majeure partie du pays sans autorité légitime.

Pendant les troubles, alors que jusqu'à 60% du territoire albanais a échappé au contrôle du pouvoir central, l'anarchie a été à peu près totale : pillage des casernes et des bâtiments administratifs, attaque de trains et d'autobus dans le style du Far West, dynamitage des banques et apparition de bandes armées faisant régner la terreur.

Une importante vague de protestation populaire a été lancée dans le sud-ouest du pays avec le soutien du Parti socialiste, mais aussi de groupes criminels nationaux et internationaux.

Cependant, la situation en Albanie pendant l'insurrection n'est pas aussi simple. D'autres groupes armés, manipulés par le SHIK (les services secrets albanais) et souvent composés de criminels de droit commun évadés lors de l'ouverture des prisons en mars 1997, attaquent eux aussi les dépôts d'armes et créent des troubles pour en faire porter la responsabilité aux opposants de Sali Berisha. Ce qui provoque à plusieurs reprises de sanglants affrontements, au mortier et à la mitrailleuse lourde, entre bandes rivales. La véritable raison de ces affrontements entre bandes, qui plongent dans la terreur la population locale, reste souvent obscure tant il est difficile de faire la part des choses entre les divergences politiques et la lutte classique pour le partage des zones d'influence dans le trafic d'armes, de drogue et de clandestins qui se poursuit plus que jamais pendant les troubles.

Le terme de criminalité hybride semble avoir été inventé pour des bandes comme celles-ci. Pendant l'insurrection, leur but est de profiter de la situation pour développer les trafics, s'emparer d'armes et nouer des contacts politiques pour préparer l'avenir.

La criminalité organisée, déjà inquiétante à l'époque du président Sali Berisha, est sortie renforcée de la crise de 1997 pour deux raisons majeures : les nouveaux liens établis avec les structures politiques, qui n'existaient pas à un tel niveau auparavant, ont permis la création de fiefs, notamment dans les régions de Vlora et Velipoja (dans le sud du pays), qui échappent pratiquement à tout contrôle de l'Etat.

Un ancien magistrat albanais affirmait qu'avec une population aussi misérable, rêvant de s'enrichir par tous les moyens, un Etat massivement corrompu, en pleine déliquescence, et une position géographique idéale, l'Albanie réunit tous les éléments pour devenir le cœur de tous les trafics des Balkans.

Ce risque est à prendre au sérieux. Il constitue une menace non seulement pour l'Albanie et la stabilité dans les Balkans, mais aussi pour le reste de l'Europe et en premier lieu pour l'Italie et la Grèce, chargées de surveiller les frontières de l'espace Schengen.

Le Kosovo

Après l'entrée des troupes de la KFOR au Kosovo, la province "libérée" est devenue le lieu de toutes les arnaques, de toutes les fraudes : des femmes aux armes, des CD aux cigarettes, des voitures aux animaux, tout est objet de trafic. Le Kosovo est devenu le terrain de jeu idéal pour les petits magouilleurs et l'Eldorado pour les grosses mafias.

Le Kosovo est devenu un paradis pour les mafias. C'est notamment le cas pour la prostitution, y compris celle des mineurs. Les Balkans en guerre, comme tous les pays touchés par la destruction des structures étatiques, ne sont qu'une des zones de la planète où le non-droit prolifère.

Il y a aussi des arnaques de plus grande ampleur, comme celle des dizaines de camions qui prétendent transporter des biens humanitaires en fournissant aux douaniers de faux documents d'ONG pour éviter de payer les taxes qui se chiffrent en milliers de DM.

Frontières poreuses, manque de moyens, prise de conscience tardive de l'ampleur des dégâts : autant dire que les criminels, au Kosovo, ont le champ libre. Et qu'ils ne prennent pas la police au sérieux. Faute de places dans les prisons, ils sont relâchés la plupart du temps. Résultat, tout le monde s'habitue à vivre dans ce mille-feuille criminel. La magouille devient un art de vivre.

L'ONU rêvait de reconstruire un Kosovo multiethnique. Ironie du sort, un an plus tard, sous son drapeau bleu et blanc, la seule cohabitation qui fonctionne réellement entre les Albanais et les Serbes se niche dans les dessous du business. Et cela, l'ONU ne l'a vraiment pas cherché.

Quand bien même les soldats de la KFOR et les policiers de l'ONU voudraient s'attaquer à ce problème, ils ne le pourraient pas. Leurs moyens sont trop limités. Personne ne travaille exclusivement sur les mafias. Le Kosovo ne faisant pas partie d'Interpol, les policiers de la Minuk (la mission des Nations unies au Kosovo) n'ont pas accès aux fichiers de renseignements internationaux.

Après avoir eu peur des Serbes, les habitants du Kosovo redoutent désormais les Albanais. C'est particulièrement vrai dans la région frontalière avec le Nord de l'Albanie, zone complètement abandonnée par l'Etat aux mafias locales. " Les mafias sont partout. Désormais la criminalité de droit commun a remplacé la criminalité ethnique. En décembre une certaine psychose a gagné la population. Des rumeurs d'enlèvements de jeunes filles et de trafics d'organes circulaient. Mais tout

cela est retombé", a affirmé Alain Le Roy, le préfet de cette région. Pendant cette période de terreur, 55 cas de kidnappings ont été signalés à la police de Pristina. Un seul a été confirmé.

Dans le secteur américain, les habitants craignent que leurs enfants deviennent la proie des dealers de drogue. C'est dans cette ville que serait stockée une grosse partie de la drogue avant d'être acheminée vers les autres pays européens via le Monténégro. Selon le quotidien de Pristina Koha Ditore : "Les drogues dures comme la cocaïne et l'héroïne passent par la Macédoine et par la Bulgarie, sous la forme d'aide humanitaire. Mais il y a aussi la Grèce, d'où ces drogues arrivent en Macédoine. Ensuite tout est rassemblé à Gnjilane, véritable centre de la contrebande de la drogue pour la Kosovo".

Ces mafias profitent du vide créé par le changement de statut du Kosovo. Elles remettent en route en toute impunité des filières qui ont déjà fait leurs preuves. En 1997, un rapport d'Interpol indiquait déjà : "Les groupes criminels albanais originaires du Kosovo et de Macédoine sont parmi les organisations les plus impliquées dans le trafic d'héroïne en Europe. Les Albanais du Kosovo en particulier détiennent une part majeure du marché de l'héroïne en Suisse, en Autriche, en Allemagne, en Hongrie, en République tchèque, en Norvège, en Pologne et en Belgique".

Enfin on peut dire que la Herceg-Bosna, la Republika Srpska, le Kosovo la Macédoine et l'Albanie constituent aujourd'hui la partie la plus dangereuse des Balkans en ce qui concerne la criminalité organisée. Dans les deux premiers cas, les "zones grises" sont apparues en raison d'un dédoublement du pouvoir dans la période troublée de l'après-guerre en ex Yougoslavie. Dans le cas de l'Albanie, il s'agit surtout d'un pourrissement de la situation qui a permis depuis plus de cinq ans le développement d'une criminalité envahissante. L'Albanie devra agir vigoureusement contre les trafics de drogue, d'armes et de clandestins, pour ne pas devenir le cœur de tous les trafics dans les Balkans.

2. TRAFICS REGIONAUX

2.1. Les stupéfiants

Les stupéfiants sont devenus, depuis la fin des années 1980, l'ennemi public n°1 incarnant, en quelque sorte, les "nouveaux désordres" résultant des bouleversements mondiaux que l'Occident a du mal à appréhender. En stigmatisant de manière virtuelle le désordre par la mise en avant du fléau de la drogue les Etats occidentaux ont surtout cherché à réactiver leurs outils géopolitiques, mis à mal par l'entropie de ce que sans doute un peu hâtivement on a voulu qualifier de "nouvel ordre mondial". Le système des drogues est un phénomène qui ne connaît ni nationalité ni frontières. Il est régi par les règles de l'offre et de la demande, du dumping voire du troc. Il met en jeu des stratégies et des tactiques comme tout produit performant de la fin du XX-ème siècle. Mettant en contact des civilisations, des attitudes et des principes radicalement différents, subissant des mutations diverses quant aux produits. Partie prenante de l'histoire locale et régionale, le système de production et de commercialisation des drogues est cependant très différent de tout autre produit, licite ou illicite. Tout ce qui est lié aux drogues est à la fois "moderne" et "traditionnel", "mondial" et "local". Les drogues sont en somme le reflet à peine déformé des dysfonctionnements de notre monde à l'aube du troisième millénaire...

2.1.1. La route et les filières de trafic de drogues dans les Balkans

Dans les Balkans, le développement de la production et du trafic des drogues paraît, (tout particulièrement en Albanie), constituer une réponse à la crise économique. Elle s'inscrit par ailleurs dans la logique de la guerre civile de l'ex-espace yougoslave.

La route des Balkans concerne désormais l'ensemble des pays de la région. Des routes alternatives traversant la Bulgarie, la Macédoine, la Grèce et l'Albanie se sont ajoutées à son axe central qui traversait traditionnellement la Serbie et qui avait été perturbé par la guerre. Comme dans les régions voisines du Moyen-Orient et du Caucase, le trafic des drogues a mis à profit les embargos, pour se diluer dans celui, plus respectable, des produits de première nécessité, du pétrole, des armes et de la main-d'œuvre clandestine.

En Albanie, ce trafic a permis une longévité exceptionnelle aux sociétés bancaires informelles tout en facilitant la jonction des clans albanais avec des organisations criminelles italiennes. En Bosnie et en Croatie, des chefs de guerre, très impliqués dans le trafic des drogues, dans un premier temps simplement pour répondre aux besoins locaux d'une toxicomanie guerrière, ont vu leur rôle se renforcer. Ils sont désormais très impliqués dans le trafic de dimension internationale. En Serbie, ce sont des réseaux des services secrets qui se sont recyclés dans cette activité illicite. Le fait que les protagonistes de ces trafics ont été partie prenante du conflit, que certains d'entre eux contrôlent des régions entières (surtout en Bosnie) et ont des relations

privilégiées avec le pouvoir, rend leur éviction par les forces de l'ordre quasi impossible. Par ailleurs, le manque de volonté politique des grandes puissances, en particulier de l'Europe, à mettre fin aux violations des Droits de l'homme, aux malversations financières et aux activités illicites (dans le Kosovo, la Macédoine, l'Albanie), ont permis leur développement, perdure.

La production locale des drogues (cannabis, pavot), quasi inexistante avant les conflits dans la région, est désormais une réalité en Bosnie (Mostar), en Albanie (tout le sud du pays) et en Macédoine (vallée du Vardar, nord de Skopje). Cette explosion de la production des drogues, nourrie et escamotée par les enjeux géopolitiques régionaux, a déjà eu des conséquences très graves dans l'ensemble des pays balkaniques qui connaissent une explosion de la consommation. Les amphétamines et la cocaïne touchent tout particulièrement la Croatie, la cocaïne en Grèce et l'héroïne en Macédoine.

Les barons de la drogue au Kosovo, en Albanie et en Macédoine étaient devenus les nouvelles élites économiques, souvent associées aux intérêts commerciaux occidentaux. Alternativement le montant financier des échanges des drogues a été réutilisé vers d'autres activités illicites (et vice versa) comprenant un vaste racket entre l'Albanie et l'Italie. De grands montants de narco-dollars avaient été également réutilisés dans les programmes de privatisation menant à l'acquisition des actifs publics par les mafias.

Les polices occidentales estiment par ailleurs que 80% à 90% de l'héroïne qui circule aujourd'hui en Europe occidentale ont emprunté la route des Balkans. Les trafiquants kosovars semblent, à cet égard, avoir largement pris les relais des Turcs, alors que le trafic se développe via l'Albanie et que la drogue transite à nouveau par la Serbie depuis la fin des guerres en ex-Yougoslavie et Kosovo. Outre l'héroïne, le trafic de cannabis a pris une nouvelle extension dans la région. Certains pays de transit sont devenus des pays producteurs, et la culture de chanvre indien se développe de manière inquiétante en Bulgarie, en Serbie et en Albanie. Par ailleurs, l'Albanie s'est lancée dans la culture expérimentale de coca, avec l'aide de la mafia colombienne qui rêve de disposer d'une base logistique toute proche des consommateurs d'Europe occidentale.

Selon l'administration de contrôle des drogues des USA (DEA), on estime que 4 à 6 tonnes d'héroïne transite chaque mois de la Turquie par les Balkans à destination de l'Europe. L'agence anti-criminelle fédérale d'Allemagne suggère : "les Albanais sont maintenant le groupe mafieux le plus en avant dans la distribution de l'héroïne pour le consommateur occidental".

Afin de prospérer, les syndicats criminels impliqués dans le commerce des narcotiques aux Balkans ont besoin d'amis dans les plus hautes sphères du pouvoir. Des "financiers criminels" coopérant étroitement avec d'autres groupes avec lesquels ils ont des affinités politiques ou religieuses comprenant des groupes en Albanie et au Kosovo. Dans ce nouvel environnement, ces

entrées dans le monde politique reliées au crime organisé cultivent des liens avec des fonctionnaires puissants, des militaires et des hommes politiques influents. Les narco - trafiquants commercent néanmoins avec des banques respectables pour blanchir de grandes sommes d'argent sale. Ces opérations de contrebande permettent de réaliser de très importants intérêts bancaires en Turquie mais également par le biais d'établissements financiers en Europe de l'Ouest. Ces montants peuvent être estimés à plusieurs milliards de dollars.

2.1.2. Le trafic de drogues dans la zone pré-balkanique, de l'Europe orientale et centrale et le contournement des routes connues

La diminution des saisies d'héroïne sur la route des Balkans, principalement à la frontière roumaine, est une constante. Une première explication de ce phénomène est que les trafiquants turcs, ayant constaté l'efficacité des contrôles, passent désormais plus à l'est, par l'Ukraine et la Pologne. Mais les douaniers et les policiers ne pensent pas que le trafic a diminué d'intensité mais que ce sont les trafiquants qui ont changé de stratégie. Le contrôle à la frontière roumaine s'exerce surtout sur les camions, les commanditaires du trafic transfèrent les charges de ces derniers dans des voitures individuelles. Cette pratique est d'autant plus aisée que la Roumanie est devenue un lieu de stockage. La saisie de plus de 800 kg de haschisch à sa frontière, initialement débarqués dans le port de Constanza, confirme le rôle joué par ce pays dans le transit de toutes les drogues.

Une autre possibilité pour faire passer les drogues à l'Ouest est d'utiliser les voies d'eau. Ces dernières sont d'autant plus sûres que la législation internationale limite considérablement les possibilités de contrôle.

Aucune saisie n'a jamais été opérée sur le trafic des péniches des côtes atlantique ou baltique jusqu'à la mer Noire. La mobilisation sur un tel thème de policiers appartenant à tous les services de l'Union européenne et des pays d'Europe centrale, part effectivement du sentiment que le trafic fluvial constitue de plus en plus une des voies les plus sûres pour la pénétration des marchés de l'Europe centrale et de la CEI. Et également qu'il devient tout aussi complexe que les trafics maritime et côtier. A côté du trafic des péniches et de la multiplication des transbordements à l'intérieur des ports des marchandises maritimes destinées au trafic fluvial, donc avant l'intervention des services douaniers, se multiplient les trajets mer-fleuve sans transbordements et la circulation des bâtiments de transport de passagers qui s'adonnent au tourisme ou au commerce. Le problème posé par le contrôle de ces flux est complexe : le trafic fluvial est régi par des accords datant du siècle dernier (Convention de Mannheim, signée en 1878, pour le Rhin) garantissant l'extraterritorialité des bâtiments. Il existe, tout au long du Rhin et du Danube, des ports francs que les révisions de la Convention de 1963 et celle de 1968 prévoient de multiplier.

La Convention de la libre circulation sur le Rhin a ses lois propres, rendant quasi - impossibles les contrôles et d'éventuels abus de la part des Etats riverains ou de leurs agents. Ces lois sont destinées à perdurer, tant sont importantes pour le commerce international ces voies de pénétration de l'ancien espace communiste. Il existe cependant une autre raison d'inquiétude : la péniche est le lieu de stockage idéal des drogues, un stockage mobile, mais se déplaçant avec une lenteur adéquate à l'alimentation rythmée de la demande au fil du parcours. L'afflux de "marchandises" depuis la mer Noire et la tendance des organisations criminelles turques à déplacer leurs axes toujours plus à l'est ajoutés à la perméabilité des ports roumains et bulgares, font des fleuves européens une cible par excellence. Les axes fluviaux ne sont pas seuls en cause.

Tandis que tous les efforts des douaniers hongrois, qui bénéficient de l'aide économique et technique internationale, sont principalement orientés en direction des camions TIR, ces derniers se "démultiplient" désormais avant de franchir les douanes hongroises en confiant les marchandises qu'ils transportent à des dizaines de voitures particulières. Dans l'ensemble des Balkans, les saisies de ce type ont augmenté de plus de 30 % ces deux dernières années.

Un autre artifice, facilité par ce passage ininterrompu de voitures particulières, consiste à utiliser des passeurs de la nationalité du dernier pays destinataire. Les passeurs, souvent sélectionnés à la dernière minute dans cette main-d'œuvre du travail informel que constituent désormais les "touristes économiques" de l'Ukraine et de la CEI, sont remplacés avant les postes frontières hongrois par des ressortissants des pays d'Europe centrale ou occidentale. Ce système, très en vogue en Turquie, en Syrie et en ex-Yougoslavie, semble désormais devenir la règle. Mais les citoyens hongrois deviennent les cibles des organisations maffieuses qui les considèrent comme les "fourmis" les plus performantes. Ainsi, plusieurs ressortissants hongrois ont été interceptés en Europe avec plus d'une demi-tonne de haschisch. De la sorte, en amont des douanes hongroises, les dépôts se multiplient. D'après la police, la Roumanie est sans doute la plus grande aire de stockage d'opiacés dans la région. Et il est avéré que des laboratoires y sont opérationnels.

Mais la Roumanie n'est pas le seul pays de stockage. La Bulgarie et l'ex-Yougoslavie, désormais délivrées de l'embargo, ont été les premiers pays à mettre en place, de manière systématique, la combinaison TIR-voitures de tourisme pour les raisons inhérentes à l'embargo lui-même. Paradoxalement, l'embargo a poussé les trafiquants de la région à prendre une longueur d'avance en recourant aux nouveaux modes de transport. En effet, la réactivation de la branche sud de la route des Balkans et le contrôle de plus en plus strict des frontières slovènes par l'Italie et l'Autriche, repoussent les trafiquants sur les frontières méridionales de la Hongrie.

De manière plus générale, le trafic aérien à destination de l'espace Schengen, semble avoir fait de l'ensemble des aéroports internationaux de l'Europe centrale et orientale, le lieu privilégié de

"premier transbordement" de cocaïne sur le continent. Les pays d'Europe centrale deviendront, dans un proche avenir, à la fois la cible des drogues produites dans l'ex-URSS et d'Amérique latine.

2.2. Trafic d'êtres humains

2.2.1. Immigration clandestine. La filière des Balkans

L'Europe doit, aujourd'hui, considérer l'immigration comme un sujet d'intérêt commun. Les accords de Schengen ont institué entre les Etats signataires un espace de libre circulation des personnes et reporté les contrôles aux frontières extérieures de l'espace Schengen. Dès lors la maîtrise des flux migratoires au sein de cet espace dépend dans une large mesure de l'efficacité des dispositifs nationaux de contrôle des pays dotés d'une frontière extérieure. En d'autres termes, la qualité des contrôles exercés et, de manière plus générale, la politique migratoire conduite par chaque Etat, engage sa responsabilité non seulement vis-à-vis de son opinion publique, mais aussi vis-à-vis de ses partenaires Schengen.

Chaque année quelque 300 000 clandestins entrent illégalement en Europe occidentale, le plus souvent via les Balkans.

L'essentiel du trafic lié à l'immigration clandestine est aux mains d'organisations structurées à caractère international. Les passeurs sont plus faciles à arrêter que les organisateurs des réseaux.

Le trafic des immigrants clandestins est un business qui rapporte une quarantaine de milliards de francs français par an aux trafiquants à travers le monde, selon les experts de l'Organisation des Nations Unies. Il s'agit aujourd'hui de l'une des activités majeures de la criminalité organisée dans les Balkans. Le fait que les peines encourues dans ce domaine sont généralement bien inférieures à celles qui sanctionnent le trafic de drogue ou d'armes est un attrait supplémentaire pour les trafiquants.

Selon le cas, les tarifs de l'immigration clandestine sont de plusieurs milliers de francs par passage. Les conditions de transport sont souvent cauchemardesques et la mort est parfois au bout du voyage : certains tentent leur chance sous le train, d'autres s'entassent sur des bateaux pourris, sont enfermés dans des wagons plombés ou des camions sans aération... Sans oublier les trafiquants qui abandonnent leurs clients bien avant d'être arrivés à destination.

De tous les chemins empruntés par l'immigration clandestine pour passer des Balkans en Europe occidentale, le plus fréquenté est celui qui va des ports albanais de l'Adriatique à la côte italienne, qui a fait de l'Italie, et plus précisément de la région des Pouilles, la porte de l'Europe pour des dizaines de milliers de clandestins.

Ce débouché naturel de la "route des Balkans", n'est pas seulement empruntée par les populations d'origine européenne -Roumains, Yougoslaves, Bosniaques, Moldaves, Macédoniens, Bulgares- mais aussi par des peuples plus lointains (Turcs et Irakiens, Kurdes) et les filières asiatiques. Les trafiquants internationaux ont rapidement constaté que le passage d'Albanie en Italie ne présentait guère de difficulté, et les spécialistes de l'immigration des Kurdes, Chinois et Sri Lankais vers l'Europe occidentale n'ont pas tardé à coopérer avec leurs homologues albanais. Ainsi l'Albanie n'est pas seulement un réservoir inépuisable de l'immigration clandestine mais aussi un pays de transit, un tremplin pour l'entrée illégale en Europe de l'Ouest.

Le Monténégro constitue, aussi, de point de départ ou de passage obligés pour de nombreux clandestins. Le principal port du Monténégro, Bar (l'ancienne Antivari), compte une flotte de quelque 80 bateaux, dévolue aux seules activités de trafic.

Les responsables des forces de police ont fait état, après une période d'accalmie au début d'année 2000, d'une reprise des débarquements clandestins avec, pour conséquences, les drames ou les incidents qui sont les corollaires de l'immigration irrégulière. Ainsi le 4 mai dernier, dans le détroit d'Otrante -entre l'Italie et l'Albanie- un bateau chargé de clandestins a sombré après avoir heurté une vedette de la police, causant la mort de 13 personnes.

Par ailleurs, les services de police du ministère de l'intérieur italien, ont exprimé leur préoccupation face aux flux migratoires clandestins, certes sporadiques mais massifs au debut de cette année, en provenance de la Turquie -chaque embarcation peut transporter jusqu'à 200 personnes.

La Grèce est avec l'Italie le pays le plus directement concerné par l'émigration albanaise.

Par ailleurs, nous devons souligner que, par sa position géographique et par la morphologie de ses frontières, la Grèce constitue un terrain propice à la prolifération des réseaux de trafic d'immigrés, dirigés tant par des étrangers que par des Grecs.

Il est difficile d'envisager la fin de l'immigration clandestine en Grèce quand on sait que près de 20 millions de dollars sont envoyés chaque mois dans la mère-patrie par la communauté albanaise établie en Grèce, selon des estimations occidentales. Un apport financier dont l'Albanie pouvait difficilement se passer ces dernières années.

Les Albanais du Kosovo sont avec les albanais d'Albanie la communauté la plus impliquée dans l'immigration clandestine balkanique, comme immigrants et comme passeurs. Les filières des Kosovars vers l'Allemagne sont multiples. La route via le nord de la Yougoslavie, la Hongrie et l'Autriche est la plus directe, mais il existe plusieurs variantes pour arriver en Allemagne. L'une de

ces variantes consist à passer de Yougoslavie en Hongrie , puis en Slovaquie et en République tchèque, avant d'entre en terre promise germanique.

Une variante plus compliquée consiste à passer de Yougoslavie en Roumanie, puis en Hongrie, en Slovaquie et en République Tchèque avant d'arriver en Allemagne. Plus longue, plus originale et moins fréquentée que les autres, cette filière est sans doute présentée pour ces raisons comme plus sûre aux "clients" ce qui explique le prix élevé demandé par les passeurs : 7000 F par personne pour le seul franchissement de la frontière entre la Roumanie et l'Hongrie.

Les Kurdes de Turquie et d'Irak, et dans une moindre mesure les Kurdes d'Iran, constituent l'un des grands réservoirs de l'immigration clandestine. Un mouvement largement canalisé par des groupes criminels organisés. La destination finale des Kurdes est généralement l'Allemagne et, pour partie d'entre eux, la France ou les Pays-Bas.

Pour se rendre en Allemagne certains réseaux suivent une longue route qui part de Turquie, passe par la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie, avec parfois un détour par la Slovaquie et la République Tchèque.

Les grands réseaux de l'immigration clandestine ont un caractère nécessairement international. La même structure se retrouve d'ailleurs dans la plupart des filières opérant des Balkans vers l'Europe occidentale : un ou plusieurs représentants du pays d'immigration (par exemple un Albanais du Kosovo), un représentant du ou des pays de transit (Hongrie, Autriche) et un représentant du pays de destination (Allemagne).

C'est ainsi que se constituent à l'ombre des Balkans des multinationales du crime, dont les ramifications vont d'Istanbul à Bonn, en passant par Kosovo et la Vienne.

Le programme Odysseus, doté sur la période 1998-2002 de 12 millions d'euros, prévoit trois séries d'actions : formation et stages, échange de fonctionnaires ou de magistrats, études et recherches. La mise en oeuvre des conclusions de Tampere demeure, pour l'heure, décevante.

2.2.2. Traite des blanches, exploitation des enfants et trafic d'organes

L'exploitation des femmes et des enfants est un business en pleine expansion dans les Balkans.

La guerre du Kosovo a permis une étroite coopération entre proxénètes serbes et albanais qui détiennent aujourd'hui un quasi monopole de la prostitution des Balkans vers l'Europe occidentale.

Vendues, revendues, violées, parfois torturées par les proxénètes Serbes et Albanais, les jeunes de l'Europe de l'Est finissent après un long calvaire sur les trottoirs des grandes villes

d'Europe occidentale. Des jeunes Albanaises sont kidnappées dans la rue pour être emmenées en Italie ou en Grèce et livrées à la prostitution. Des enfants sont réduits en esclavage, torturés par des «protecteurs» qui les contraignent à la mendicité. D'autres enfants ont été adoptés dans des conditions qui les mettent à la merci des pédophiles et peut-être même des trafiquants d'organes...

2.2.2.1. Traite des femmes et prostitution organisée

Actuellement, environ 300 000 femmes venant de l'Est se prostituent en Europe de l'Ouest. Dans la majorité des cas, ces femmes ont quitté leur pays (Albanie, Bosnie, Bulgarie, Roumanie, Moldavie, Ukraine...) en espérant trouver des conditions de vie meilleures dans des démocraties comme l'Allemagne, la France ou les Pays-Bas... De nombreuses filières parfaitement organisées proposent ainsi à ces jeunes filles de gagner beaucoup d'argent en passant à l'Ouest : elles ignorent la plupart du temps qu'il s'agira de prostitution. Lorsqu'elles arrivent dans le pays idyllique, synonyme de profit immédiat, elles découvrent que l'emploi annoncé n'existe pas et qu'elles ont contracté une énorme dette à l'égard du passeur. Violés et droguées, elles tombent rapidement dans l'engrenage de l'industrie du sexe qui ne tardera pas à les broyer : incroyablement vulnérables comme toute personne éloigné de son pays d'origine, elles deviennent de véritables esclaves dont le sort n'affecte guère nos démocraties qui retirent, rapidement, un bénéfice fabuleux de ce commerce. L'ensemble de l'industrie rapportant entre 5 et 12 milliards de dollars par an.

Une sale histoire de corps vendus et revendus de l'extrême est de l'Europe jusqu'à l'Occident : au fur et à mesure du voyage vers l'ouest, les prix augmentent au gré des marchands. Pour simplifier et ne pas déranger, on peut appeler ça de la prostitution, "le plus vieux métier du monde". En fait, il s'agit d'autre chose. Très exactement d'esclavage. Et ça se passe dans l'Union européenne.

C'est toujours la même histoire. Au départ, la misère. Une "amie d'amie" qui donne l'espoir. Ou, plus simple, un enlèvement. Des viols répétés, pour "casser". Et des routes bien balisées qui passent presque toutes par l'Albanie.

La mafia albanaise, elle, ne respecte rien. Elle fait des choses terribles. Quand les femmes résistent aux "patrons" albanais, il arrive qu'ils leur coupent des membres, les défenestrent ou les jettent en pâture à tout le bar. Des jeunes femmes ont confié que les "patrons", pour obtenir des corps obéissants, avaient exhibé devant elles le bras ou la jambe d'une autre ; ou qu'ils étaient passés en voiture sur une "marchandise" devenue inutile.

Depuis 1998, en Italie la loi prévoit que les immigrés clandestins qui aident les autorités judiciaires dans la lutte contre la mafia et le trafic des êtres humains bénéficient d'un permis de séjour et de la protection sociale. Mais dans le cas des ces jeunes femmes, la perspective de cette

récompense ne suffisait pas à délier les langues. Rares ont été celles qui pouvaient vaincre leur peur et donner des indications sur la filière des "patrons".

Certaines ont montré des traces, sur le corps. Des coups, des brûlures de cigarettes, des entailles au couteau. La mafia albanaise est la plus cruelle que la mafia italienne. Sans limites, sans scrupules.

Les réseaux sont nombreux en Italie, mais la souche, dans les Balkans, se réduit à quelques hommes. Et ceux-là sont inaccessibles. Tous les récits des femmes font allusion à la complicité des militaires et des policiers pour passer les frontières.

La présence d'un nombre important de militaires étrangers de l'ONU et de l'OTAN déployés en Bosnie et en Kosovo dans le cadre des opérations de maintien de la paix, a elle aussi contribué au développement de la prostitution, notamment dans les régions de Banja Luka, en Bosnie, de Vukovar, en Croatie et de Pristina, en Kosovo.

Il existe en effet une effrayante hypocrisie qui consiste à établir une frontière entre la prostitution libre et la prostitution forcée, barrière qu'utilisent les trafiquants de femmes et leurs soutiens au cœur des Etats pour tenter de faire admettre que le droit de vendre son corps fait partie des droits humains. De sorte qu'il apparaisse comme acceptable pour beaucoup de gens de voir de très jeunes filles, parfois mineures, s'exposer dans les vitrines des quartiers chauds tels les poulets dans les rayons d'un hypermarché. Si elles désirent tout d'abord exercer ce métier librement, c'est parce qu'elles sont sous l'emprise absolue des proxénètes qui détiennent leur passeport et détournent 80 % de leurs revenus. Mais, lorsqu'elles se sentent en sécurité elles racontent toujours des histoires semblables : l'une a été vendue à des trafiquants albanais par son père, une autre ait passé à l'Ouest pour se marier et s'est retrouvée dans un bordel, une autre encore projetait de subvenir ainsi aux besoins de sa famille resté à l'Est. Dans tous les cas, il s'agit de femmes ou de fillettes que la pauvreté a fait tomber entre les mains d'organisations criminelles qui blanchissent ainsi l'argent de la drogue et des divers trafics de cigarettes, de voitures volées, d'armes ou d'organes.

rapporter 1 200 F par jour, faute de quoi ils étaient attachés la tête en bas aux tuyaux d'une usine désaffectée de la banlieue de Milan, où ils étaient détenus dans des conditions effroyables. Les jeunes filles étaient pour la plupart impitoyablement battues avant d'être prostituées.

A quelques jours d'intervalle, la police italienne libère douze autres enfants albanais, âgés de 7 à 11 ans, eux aussi réduits à l'esclavage par quatre de leurs compatriotes adultes qui les forçaient à mendier jusqu'à douze heures par jour. Ces enfants avaient été achetés à leurs parents en Albanie et transférés en Italie par les filières de l'immigration clandestine. Certains étaient en Italie depuis déjà deux ans'. Peu après, huit autres Albanais sont incarcérés à Florence pour avoir obligé une douzaine de mineurs à se prostituer et à mendier.

Quelque 3 000 enfants étrangers, dont un tiers d'Albanais, vivent sans leur famille en Italie, estimait en décembre 1997 l'organisation catholique Caritas. Près de 200 seraient arrivés en Italie pendant les mois d'anarchie du début de l'année 1997. Ces mineurs sont une proie facile pour la criminalité organisée qui les utilise pour divers trafics ou la prostitution. La police italienne a ainsi arrêté à Bari un garçon de 12 ans qui transportait 5 kg de cannabis dans son sac à dos, prix demandé par des trafiquants pour le faire passer d'Albanie en Italie en bateau.

La police italienne a fait état de contacts existant entre des réseaux de pédophiles et des bandes spécialisées dans l'exploitation des enfants, mais aucune filière fournissant des enfants à ces réseaux n'a été découverte à ce jour.

L'Albanie a été sensibilisée au problème de la pédophilie avec la première condamnation d'un étranger en 1996, pour attentat à la pudeur sur deux enfants de 8 et 9 ans, après avoir été surpris en flagrant délit dans un hôtel de Durrès. Une condamnation particulièrement clémentine, en raison d'un vide législatif adéquate en ce pays.

La piste des trafics d'organes

Des informations publiées à Tirana sur un trafic d'organes entre l'Albanie et les pays voisins, informations jamais confirmées en Grèce ou en Italie, ne semblent pas avoir retenu

A la même époque, plusieurs enfants disparaissent, kidnappés en plein jour. La police albanaise estime alors que ces enfants sont tombés aux mains de trafiquants qui les vendent à des cliniques de transplantation de cornées et de reins, en Grèce et en Italie. En avril 1993, la police de Tirana indique que 47 personnes ont été enlevées en un an en Albanie, la plupart étant des handicapés mentaux. Quatre d'entre elles seulement ont été retrouvées, précise la police.

Les rumeurs sur le trafic d'organes ont été également alimentées par l'existence de réseaux permettant l'adoption d'enfants albanais en dehors de toute légalité. Dans les années 90 et 91, plus de 250 enfants ont été adoptés dans des conditions suspectes par des étrangers et emmenés en Italie, en Grèce ou aux Etats Unis. A cette époque, l'Albanie était un paradis pour ceux qui souhaitaient adopter un enfant: un pays en pleine période de transition politique et économique, une procédure ultrarapide et des juges sans aucune expérience de ce genre d'affaires.

En juillet 1997, la presse italienne a relancé une nouvelle fois les rumeurs de trafic d'organes en faisant état de la découverte trois mois auparavant sur une plage de Vlora d'un enfant albanais vivant et «présentant une profonde cicatrice de type chirurgical au niveau des reins ». L'enfant aurait été retrouvé par des policiers italiens en mission en Albanie, mais le ministère de l'Intérieur à Rome a refusé de confirmer l'information.

Peu de choses symbolisent mieux la peur de la criminalité qui a saisi le Kosovo, que la rumeur persistante selon laquelle un groupe de kidnappeurs enlèverait des enfants dans les rues de Pristina, et découperait leur corps pour voler leurs organes.

Les histoires sont très détaillées, même si on ne peut les imputer directement à quelqu'un. Un enfant aurait été enlevé en plein jour, devant le musée de la ville par des hommes parlant le dialecte albanais tosk qui distingue les personnes originaires d'Albanie, des Kosovars Albanais parlant le gheg.

Les médias locaux ont rapporté que deux garçonnets avaient été retrouvés morts dans un stade municipal de football et que leurs organes avaient été prélevés.

2.3. Trafic d'armes

Trois événements majeurs ont donné une impulsion extraordinaire au traditionnel trafic d'armes dans les Balkans: le pillage des casernes qui a suivi l'insurrection albanaise en 1997, auparavant la guerre en ex-Yougoslavie de 1991 à 1995 et les événements de Kosovo. Plusieurs millions d'armes de toutes sortes sont désormais en circulation dans la région, alimentant des groupes criminels et des milices nationalistes. Une partie de ces armes, récupérée par des trafiquants internationaux, est passée à l'étranger, dans d'autres pays balkaniques et en Europe occidentale.

2.3.1. L'insurrection albanaise de 1997: des millions d'armes dans la nature

En août 1997, alors que l'Albanie sort à peine d'une période d'insurrection et d'anarchie totale, des policiers et militaires albanais découvrent qu'il reste à récupérer près de deux millions d'armes légères, 3,5 millions de grenades à main, plus d'un million de mines, 840 000 obus de mortier, 1,5 milliard de balles de divers calibres et 3 600 t de TNT, selon une liste non exhaustive du matériel volé établie par le ministre albanais de l'Intérieur en septembre 1997. A cette liste, il convient d'ajouter des mortiers, des canons, des lance-roquettes et mitrailleuses antiaériennes, quelques armes chimiques et des produits radioactifs. En fait, la quasi-totalité de l'armement dont disposaient l'armée et la police albanaise a été pillée au cours de la révolte. La population s'en est largement servie mais une grande partie est tombée aux mains des bandes armées. Ces gangs criminels reconvertis temporairement et partiellement dans l'activité politique, qui font alors la loi un peu partout dans le pays.

Le monde criminel albanais dispose désormais d'un véritable arsenal, un trésor de guerre inestimable, qui fait peser une menace de poids pour l'avenir et la sécurité du pays.

Une fois le calme plus ou moins revenu en Albanie, le gouvernement a essayé de récupérer les armes volées, en donnant jusqu'à fin septembre 1997 à la population pour rendre Kalachnikovs, canons et grenades.

Début octobre 1997, le ministre albanais de l'Intérieur Neritan Ceka reconnaît que le

Dans le meilleur des cas, plusieurs années et beaucoup d'efforts seront nécessaires aux autorités albanaises pour récupérer ne serait-ce que la moitié du fantastique stock d'armes aujourd'hui hors de tout contrôle. De leur côté, les criminels albanais vont disposer longtemps d'une puissance militaire supérieure à celle des forces de l'ordre locales, et d'un arsenal suffisant pour alimenter le trafic vers les pays voisins, la Macédoine, la Grèce, l'Italie, ainsi que vers le Kosovo.

Depuis le pillage des casernes, la police italienne arrête chaque jour des immigrants clandestins qui arrivent d'Albanie avec des armes de toutes sortes, du pistolet 9 mm aux roquettes antichars.

Le trafic d'armes entre l'Albanie et l'Italie n'est pas un phénomène nouveau, il s'est développé parallèlement à celui des immigrants clandestins, mais il a pris un essor considérable depuis l'arrivée sur le marché albanais d'armes disponibles en quantité presque illimitée.

Le trafic avec la Grèce est également prospère. Depuis le début de l'insurrection albanaise, la police grecque a arrêté chaque mois plusieurs trafiquants albanais ou grecs. Le prix des armes en Albanie, il est vrai, défie toute concurrence.

Une partie des livraisons d'armes d'Albanie vers la Grèce se fait par bateau et de nuit, notamment au départ du port de Vlora. Des camions remplis d'armes sont tranquillement passés d'Albanie en Grèce, par la route, avec une tolérance coupable de la part des forces de l'ordre des deux côtés de la frontière.

Le trafic quotidien se fait grâce aux Albanais qui tentent d'entrer illégalement en Grèce. En guise de capital de départ pour les aider à commencer une vie nouvelle, nombreux sont ceux qui se dirigent vers Athènes ou Salonique avec de la drogue ou des armes. Parfois seulement quelques grenades ou une Kalachnikov, parfois beaucoup plus.

2.3.2. L'armement de milices albanaises en Macédoine et au Kosovo

Le Kosovo

Jusqu'alors, les Kosovars s'étaient essentiellement approvisionnés en armes grâce à des trafiquants yougoslaves. Le paradoxe est qu'un certain nombre de trafiquants arrêtés pour avoir livré des armes aux Albanais du Kosovo soient des Serbes.

Certains trafiquants semblent s'être spécialisés dans la fourniture d'armes aux réseaux albanais: la police macédonienne a arrêté en 1994 des trafiquants yougoslaves qui approvisionnaient parallèlement des groupes d'Albanais de Macédoine et d'Albanie. Ces trafics, ajoutés au traditionnel amour des armes dans la région, chez les Serbes autant que chez les Albanais, expliquent que de nombreuses maisons du Kosovo sont transformées en entrepôts militaires clandestins. Ainsi, la police a saisi des grenades cachées dans des murs creux, dans des ruches, dans des caves aménagées, ou enterrées dans des champs.

La Macédoine

Un autre trafic d'armes préoccupant dans les Balkans a été celui qui va d'Albanie en Macédoine. Selon les autorités macédoniennes, ce trafic a alimenté depuis 1992 l'aile la plus radicale des nationalistes albanais, accusés par Skopje de mettre sur pied des milices paramilitaires en prévision d'une future insurrection, qui a commencé, comme a été démontré, en mois de mars 2001.

Indépendante depuis 1991, la Macédoine, pays d'un peu plus de 2 millions d'habitants, compte officiellement environ 22% d'Albanais de souche, musulmans pour la plupart, qui ont cohabité de plus en plus mal avec les Macédoniens, Slaves et orthodoxes.

Les Albanais revendiquent au minimum l'autonomie des zones où ils sont majoritaires: une partie de la capitale macédonienne, Skopje, et l'ouest du pays, le long de la frontière avec l'Albanie et le Kosovo (province du sud de la Serbie peuplée à 90% d'Albanais de souche). Les plus radicaux rêvent de la création, par la lutte armée d'un Etat rassemblant les Albanais d'Albanie, de Macédoine, du Kosovo et du Monténégro.

Le trafic d'armes entre l'Albanie et la Macédoine existait bien sûr avant l'insurrection

Le trafic en provenance de Bulgarie semble être de dimension plus modeste.

2.3.3. Toutes les armes dans l'ex-Yougoslavie: les "souvenir" de la guerre

La guerre en ex-Yougoslavie a laissé des armes aux mains de la population dans toutes les républiques impliquées dans le conflit: la Slovénie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine et l'actuelle Yougoslavie (Serbie et Monténégro). C'est en Serbie que le problème semble de loin le plus préoccupant.

Pendant la guerre en ex-Yougoslavie, les armes, les munitions et explosifs ont été distribués par l'armée yougoslave avec générosité et souvent sans grand contrôle. Ce qui explique comment de nombreux combattants ont pu constituer d'imposantes réserves personnelles. Les saisies de la police serbe montrent que dans le commerce des armes comme dans tout autre commerce, il existe des "généralistes" et des vendeurs spécialisés. Certains trafiquants ont choisi un domaine restreint, par exemple le matériel de précision, les explosifs ou les grenades.

La quantité de matériel militaire volée pendant la guerre et passée aux mains de "collectionneurs" et trafiquants est impressionnante. Surtout si l'on considère que depuis le début de la guerre, la police serbe n'a pas cessé de confisquer des armes de tout calibre sur les soldats qui revenaient du front, établissant des barrages sur les routes en provenance des zones de combat et multipliant les contrôles aux abords des grandes villes.

En novembre 1991, quatre mois après le début des hostilités, la police avait déjà saisi en Serbie plus d'un millier de grenades, 500 pistolets et 350 fusils automatiques. Quelques mois plus tard commençaient à apparaître sur le marché des lance-roquettes antichar et des fusils-mitrailleurs. Les saisies d'armes se poursuivent régulièrement, ce qui n'empêche pas le marché noir d'être bien approvisionné. Au début des années 90, une kalachnikov coûtait entre 4200 et 5000 F en Serbie. Au plus fort de la guerre, en 1992 et 1993, il était possible de s'en procurer pour 1000 F en raison de l'abondance de l'offre. En septembre 1997, le prix était remonté à 1700 F pour une kalachnikov avec un millier de balles en prime, selon un expert de la police serbe.

En Bosnie aussi de nombreuses armes de tous calibres sont restées en circulation après la fin des combats. Certaines sont "exportées" notamment en Italie, et d'autres restent aux mains des anciens chefs de guerre, souvent passés ou retournés à des activités criminelles. Mais même en dehors des milieux criminels, l'habitude de faire parler les armes ne se perd pas facilement, et de nombreuses querelles se règlent aujourd'hui à la grenade ou à l'explosif.

2.3.4. Les stocks de la guerre en ex-Yougoslavie : une source du trafic d'armes en Europe

La guerre dans l'ex-Yougoslavie, à partir de juin 1991, a permis aux trafiquants d'armes de se procurer facilement du matériel de guerre et notamment ces lance-roquettes antichars dont les milieux criminels sont particulièrement friands. Le lance-roquette antichar RBR M-80, calibre 64 mm, est apparemment le modèle le plus convoité en raison de sa facilité d'emploi: il pèse juste 3 kg, se porte à l'épaule pour tirer et atteint une cible jusqu'à 1300 m.

Pour la seule année 1997, des armes venant d'ex-Yougoslavie ont été saisies en Autriche, en Suisse, en Allemagne, en Italie, en République tchèque, en Hongrie et en Roumanie. En avril 1997, huit personnes sont interpellées en Bavière après la découverte d'une cache d'armes venant d'ex-Yougoslavie et contenant une cinquantaine de revolvers, une mitrailleuse, une trentaine de pistolets-mitrailleurs, 500 kg de munitions et une quinzaine de grenades à main.

Quelques mois plus tard, la police autrichienne saisit une centaine de fusils d'assaut chez un ressortissant de l'ex-Yougoslavie tandis que les douaniers suisses découvrent des armes dans un autobus faisant la navette entre Lucerne et la Serbie.

Tous les moyens sont bons pour les trafiquants, y compris le transport sans convoyeur apparent. Les gardes-frontières hongrois, aidés par des chiens, ont découvert en 1997 à la frontière yougoslavo - hongroise 5 kg de TNT dans un train en provenance de Belgrade et à destination de Vienne. Emballés dans dix petits paquets, les explosifs étaient dissimulés dans un wagon et le propriétaire n'a pas pu être identifié.

Les livraisons d'armes à l'Italie se font par des vedettes rapides qui transportent indifféremment des armes, des cigarettes ou de la drogue en partant des côtes du Monténégro. La police italienne trouve de temps en temps sur la côte Adriatique du sud de l'Italie des colis abandonnés avec des lance-roquettes, Kalachnikovs et grenades.

Dès 1992, la police italienne a découvert une quinzaine de grosses affaires de trafic d'armes impliquant des ressortissants de l'ex-Yougoslavie, Serbes, Croates, Bosniaques ou Albanais du Kosovo. Dans la même période, plusieurs dépôts clandestins de la mafia contenant des armes venant d'ex-Yougoslavie ont été découverts: un lance-roquettes caché dans une anfractuosité de rocher en Sardaigne, cinq roquettes antichar, onze bombes à fragmentation et des Skorpion près de la ferme d'un membre de la Sacra Corona Unita dans les Pouilles, des appareils militaires de transmission radio et des Kalachnikovs près de Milan...

Le trafic des stocks militaires issus de la guerre en ex-Yougoslavie, aussi important soit-il, n'est pas le seul à alimenter les réseaux spécialisés en Europe occidentale. Pendant plusieurs mois, le milieu néerlandais a été approvisionné en Magnum 357 et pistolets-mitrailleurs skorpion flambant neufs gr ce à un Serbe établi depuis plus de vingt ans à Rotterdam.

L'ex-Yougoslavie était devenue une des sources du trafic d'armes vers l'Europe occidentale mais quelque chose de paradoxal s'est passé, alors qu'il y a seulement depuis quelques années la tendance était inverse, ce pays étant la terre promise des trafiquants internationaux soucieux d'équiper toutes les parties en conflit.

Si l'embargo des Nations Unies a pu être contourné pendant des années, en mettant à profit les failles du dispositif de surveillance établi par l'OTAN autour de l'ex-Yougoslavie, il est légitime de penser que le trafic d'armes qui se développe actuellement dans les Balkans a encore de beaux jours devant lui.

2.4. Trafic de véhicules volés

La Bulgarie

Français ou un Belge vend sa voiture à des trafiquants bulgares et la déclare volée. Le véhicule passe en général à l'étranger avant même que le «vol» ait été signalé à la police et à l'assurance. Le vendeur est satisfait, car il touche l'argent de l'assurance et celui de la vente. Quant au trafiquant, il achète la voiture à un prix nettement inférieur à celui du marché, ce qui lui assure un bénéfice important.

Le vol de voitures reste une opération très rentable. La police espagnole a démantelé un réseau organisé par trois Bulgares et trois Espagnols qui avaient écoulé en six mois quelque 150 véhicules vers la Bulgarie et le Maroc. La «bande des six» opérait essentiellement à Madrid où elle volait des voitures de luxe et des 4x4 tous terrains qui repartaient avec de nouvelles plaques d'immatriculation et de faux papiers vers des horizons lointains.

Plus de 150 000 voitures d'occasion ont été importées en 1994 en Bulgarie alors que seulement 13 000 voitures neuves étaient vendues dans le pays au cours de la même année. La plus grosse partie de ces "véhicules d'occasion" est volée en Europe occidentale, reconnaissent les policiers bulgares qui ne pouvaient pas faire grand-chose jusqu'à un passé récent. Depuis le 1^{er} décembre 1997, la police bulgare peut enfin consulter les listes de véhicules volés établies par Interpol avant d'immatriculer les voitures d'occasion venant de l'étranger. Ce qui permettra peut-être à des Français et des Italiens de récupérer un jour leur véhicule volé à Paris, Rome ou Turin... Au cours d'une opération de routine dans la ville portuaire de Silistrie, sur le Danube, la police bulgare a constaté en août 1997 que sur dix voitures de luxe "d'occasion" contrôlées, six avaient été volées en France, en Italie ou en Allemagne.

Selon les polices allemande et belge, de 40000 à 50000 véhicules volés en Allemagne et en Belgique prennent chaque année le chemin sans retour de la Bulgarie.

La Bulgarie n'est d'ailleurs pas forcément l'étape finale d'une voiture volée en Europe occidentale. Les modèles les plus chers continuent souvent leur route vers la Moldavie, l'Ukraine, la Russie et d'autres républiques de l'ex-Union soviétique. Les modèles plus modestes sont plutôt

Le passage des frontières ne semble pas constituer un problème insurmontable pour les gangs bulgares spécialisés qui bénéficient manifestement de précieuses complicités dans les douanes. "La plupart des douaniers disposent de voitures neuves et chères et vivent dans le luxe", relevait un rapport de la police bulgare en juin 1997 à la suite d'une longue enquête destinée à vérifier l'origine de la richesse suspecte d'un millier de douaniers. L'enquête a notamment révélé que 900 douaniers étaient inexplicablement les heureux propriétaires de Mercedes de modèle récent, en dépit de revenus loin de permettre un tel achat.

Trafiquants serbes et croates

La technique du faux vol de voitures louées à des agences est un grand classique du genre, très prisée des escrocs balkaniques. En 1995, la police française a mis fin à un trafic de voitures volées qui aboutissait en Serbie. Huit personnes ont été arrêtées, dont les deux chefs, un Serbe et un Bosniaque. Ce petit groupe prenait des voitures de haut de gamme dans diverses agences de location de la région parisienne, les déclarait volées et les faisait parvenir en Serbie en passant par l'Allemagne, l'Autriche et la Hongrie. Les convoyeurs, en général des ressortissants de l'ex-Yougoslavie, étaient payés entre 5 et 10 000 F le voyage, ce qui en dit long sur les bénéfices engrangés par les organisateurs du trafic. Une quarantaine de voitures avaient suivies cette filière et sept autres ont été découvertes à temps par la police dans un garage du 20^e arrondissement de Paris. En 1996, quelque 300 000 véhicules ont été volés en France et l'on estime qu'environ un tiers est parti vers l'Est.

La Bosnie : un trou noir pour les voitures volées

L'une des séquelles de la guerre dans l'ex-Yougoslavie est l'absence de coordination entre les polices des nouvelles républiques nées sur les ruines de l'ancienne fédération. En clair, une voiture volée en Croatie a toutes les chances de disparaître définitivement si elle passe en Serbie ou au Monténégro. De même, un véhicule volé dans la partie serbe de la Bosnie n'a aucune chance d'être récupéré s'il a été transféré dans la partie croate ou musulmane du pays.

croate et musulmane) dont les relations sont tendues et le niveau de coopération à peu près égal à zéro.

La ville bosniaque de Mostar, divisée en deux parties, l'une contrôlée par les Croates, l'autre par les Musulmans, est considérée comme «la capitale de l'Europe des voitures volées », par les policiers européens qui sont censés y faire régner un peu d'ordre. En mai 1996, un représentant de la police européenne cité par le International Herald Tribune affirmait avoir observé à Mostar en dix-huit mois plus de 6 000 voitures volées en Allemagne et en Italie, la plupart portant encore les plaques d'immatriculation d'origine. Dans cette ville, le trafic de voitures est largement dominé par les bandes d'anciens chefs de guerre croates.

Alors que l'Union européenne a échoué dans sa mission de faire cohabiter Croates et Musulmans à Mostar, les milieux criminels locaux ne connaissent pas ce genre de problèmes.

Sur le même principe, qui consiste à jouer sur les nouvelles frontières, des trafiquants font passer des voitures volées entre la Yougoslavie (Serbie et Monténégro), la partie serbe de la Bosnie, la Republika Srpska, et la région de Vukovar, à la frontière entre la Croatie et la Serbie. Ces dernières années, plusieurs groupes qui volaient des voitures en Serbie et au Monténégro pour les revendre en Republika Srpska ont été découverts.

Peu après le début de la guerre en ex-Yougoslavie, une nouvelle technique est apparue pour établir de faux papiers: les trafiquants fournissaient à la police des documents où le nom du vendeur était celui d'une personne fictive et le domicile, une adresse dans une ville tombée aux mains des Croates ou des Musulmans pendant la guerre. Ce qui rendait toute vérification strictement impossible pendant la poursuite des hostilités et même après la guerre en raison de l'absence de communication entre les administrations respectives des anciens belligérants.

Encore une fois, cette absence de communication ne concerne que les circuits officiels. Dans la région de Vukovar, trafiquants serbes et croates s'échangent et se vendent des voitures volées. de la même façon que collaborent à Mostar les mafias croates et musulmanes de Bosnie.

modèle. La manipulation est difficilement détectable à l'œil nu, selon les spécialistes, et la voiture volée dispose ainsi de "vrais/faux" papiers. Signe d'une organisation vraiment bien rodée, ceux qui passent les voitures à l'étranger, en Bulgarie, en Roumanie, en Hongrie ou en Macédoine, ne savent généralement pas que le véhicule est volé. Ainsi leur arrestation éventuelle n'a pas d'incidence sur l'ensemble du réseau de voleurs et de revendeurs qui peut compter jusqu'à plusieurs dizaines de personnes. Les trafiquants de voitures volées travaillent vite: en général, moins de vingt-quatre heures après avoir été volée, une voiture est remise à son acheteur à l'étranger. Une rapidité qui s'explique par le fait que de plus en plus souvent les voleurs travaillent "à la commande" et volent un modèle précis exigé par un client.

L'Albanie

En Albanie, la possession d'une voiture était interdite aux particuliers jusqu'en 1991, le régime communiste réservant ce privilège à l'élite du Parti. Dès la levée de cette interdiction, des centaines de milliers de véhicules ont été importées, souvent volées en Italie et en Grèce.

Les carabinieri italiens envoyés en Albanie au sein de la Force multinationale de protection (EMP) après l'insurrection du début 1997 ont découvert près du port de Durres, à 35 km à l'ouest de Tirana, un immense marché aux voitures d'occasion, à l'origine souvent incertaine. Il est vrai que les notaires albanais ne sont pas très regardants pour dresser l'acte de propriété d'une voiture. Ce qui a donné lieu à quelques scènes pittoresques, comme l'arrestation du directeur de la Banque centrale albanaise par la police italienne, alors qu'il circulait en toute bonne foi avec une voiture achetée en Albanie mais volée quelques mois plus tôt en Italie.

En mai 1998, les voitures de luxe ne se comptaient plus à Tirana: Porsche, Mercedes, Volvo (modèles luxe), et 4x4 japonais font désormais partie du paysage quotidien.

Au marché des véhicules volés, à Durrès, on trouve de tout: de la bétonnière au minibus en passant par les autocars de tourisme et les camionnettes. Prix d'une superbe jeep de fabrication japonaise, dernier modèle et flambant neuve: moins de 30 000 francs. Une affaire en or pour autant

criminelles. Cette situation préoccupe sérieusement les grandes compagnies d'assurances européennes. En France, le préjudice financier du vol de véhicules est estimé à 8 milliards de francs par an pour un peu plus de 280 000 véhicules volés.

Chaque année, 1,5 million de voitures sont volées sur le continent européen, soit près de la moitié de l'ensemble des vols de véhicules de la planète. Et entre 600000 et 650000 ne sont jamais retrouvées, revendues par les trafiquants essentiellement en Europe centrale et orientale, le "premier marché mondial des voitures volées", selon Interpol. Dans les années 90, les trafiquants privilégiaient les véhicules haut de gamme, qui proliféraient à Moscou. "Désormais, les voitures de moyenne cylindrée sont très prisées en raison de la demande en Europe de l'Est", ajoute Interpol.

Avec la marque Volkswagen en tête du hit-parade des vols à destination de l'Est, l'Allemagne est le pays d'Europe occidentale le plus touché par ce trafic. En revanche, c'est en Belgique et en France que des vols avec violence ont été constatés.

2.5. Trafic de cigarettes

Le trafic de cigarettes a pris un caractère tout à fait particulier dans les Balkans depuis que le gouvernement du Monténégro en est devenu l'un des principaux organisateurs. Un flot ininterrompu de cigarettes de contrebande part du Monténégro vers trois directions principales: l'Italie, la Serbie et la Bosnie. Des millions de dollars sont en jeu, dans des opérations où se côtoient mafieux italiens de la Sacra Corona Unita, agents de la police secrète du Monténégro et trafiquants bosniaques généralement très proches des milieux dirigeants.

Le Monténégro, paradis des trafiquants de cigarettes

Les dissensions politiques apparues en 1997 entre le président du Monténégro Momir Bulatovic et son Premier ministre Mio Djukanovic, ont permis de confirmer officiellement ce qui était depuis longtemps un secret de polichinelle, à savoir que le Monténégro couvre un fructueux trafic de cigarettes avec ses voisins, en liaison directe avec la mafia italienne.

Le trafic a commencé quand l'ONU a imposé en 1992 un embargo commercial, financier.

Le trafic de cigarettes s'est construit sur un schéma assez semblable, le gouvernement laissant s'organiser les trafiquants et prélevant sa part, afin de renflouer les caisses vides de l'État. Il est vrai qu'à l'époque le Monténégro se trouvait dans une situation économique dramatique, deux des principales ressources de la région, le tourisme et les activités portuaires étant réduites pratiquement à zéro par les sanctions internationales. Plus pauvre que la Serbie, le Monténégro a ressenti plus durement encore les effets de l'embargo imposé par l'ONU.

Ces cigarettes étant considérées comme marchandises en transit, le Monténégro ne prélève pas de taxe à proprement parler, mais une commission qui s'élève généralement à 10% de la valeur de la marchandise et qui est officiellement destinée à assurer le transport des cargaisons.

Depuis 1992, le trafic de cigarettes a reposé pour l'essentiel sur un pont aérien assuré par des avions russes de type antonov et leurs équipages ukrainiens qui faisaient jusqu'à quatre rotations par jour entre Rotterdam et l'aéroport de Podgorica au Monténégro. Chacun de ces antonov pouvait transporter jusqu'à 40 t de cigarettes par voyage. Après janvier 1996, la fréquence des vols d'antonov a quelque peu diminué, mais cette baisse de régime a été amplement compensée par un accroissement des livraisons de cigarettes de contrebande par la route en provenance d'Albanie et de Bulgarie.

Les Antonov russes ne servent pas uniquement à approvisionner en cigarettes l'aéroport de Podgorica. Un million de paquets de cigarettes de contrebande venant de Yougoslavie ont été saisis dans un avion russe à l'aéroport de Vitoria, dans le nord de l'Espagne. Sans doute certains trafiquants avaient-ils souhaité étendre leurs activités à des nouveaux pays, jugeant saturé le marché balkanique.

La voie italienne

Le trafic de cigarettes entre le Monténégro et l'Italie est l'activité majeure de la Sacra Corona Unita, l'une des cinq organisations maffieuses de la région des Pouilles. La Sacra Corona Unita a établi des relations d'affaires avec les trafiquants monténégrins et fait du Monténégro l'une

Le trafic vers la Serbie

Une partie des cigarettes étrangères qui arrivent au Monténégro prend la direction de la Serbie, par la route ou par le train. Les contrôles se multipliant sur les routes, les trafiquants font preuve d'imagination pour dissimuler la marchandise. Des policiers de Kraljevo, en Serbie, arrêtent un camion militaire censé transporter de la nourriture. En fait, le camion contient 25 000 cartouches de cigarettes, les papiers du conducteur sont faux et les plaques d'immatriculation de l'armée yougoslave ont été volées. Deux mois plus tôt, c'est dans le double fond d'un camion chargé de bananes qu'avaient été découverts 11 000 paquets de cigarettes. Les policiers sont devenus plus méfiants depuis qu'ils ont trouvé des cigarettes cachées dans de faux camions des PTT, dans des citernes spécialement aménagées, sous des chargements de charbon et même dans un corbillard.

Certains trafiquants voyagent seuls, en voiture ou en camionnette. D'autres tentent un passage en force. Un convoi d'une trentaine de véhicules a été intercepté par la police serbe avec une cargaison de 250 000 paquets de cigarettes (d'une valeur de 700 000 E) destinée aux marchés du sud de la Serbie et du Kosovo. Le mois suivant, profitant de la période de vacances et d'une circulation plus importante sur les routes menant de Serbie aux plages du Monténégro, le trafic redouble d'intensité. Les saisies aussi, avec 800 000 F de cigarettes de contrebande confisqués en une quinzaine de jours.

Pour échapper aux contrôles sur les axes qui mènent du Monténégro directement vers la Serbie, certains trafiquants passent par la Republika Srpska, l'entité serbe de Bosnie, et remontent vers le nord dans la région de Zvornik pour entrer en Serbie à une centaine de km à l'ouest de Belgrade. D'autres encore utilisent le train qui va du port monténégrin de Bar à Belgrade. Les descentes de police dans ce train ont donné elles aussi des résultats spectaculaires, par exemple la saisie de 10 000 paquets de cigarettes en trois jours, et jusqu'à 250 000 paquets confisqués en trois mois.

L'écoulement des énormes stocks constitués au Monténégro exige des équipes nombreuses

partie d'un seul et même pays, la République fédérale de Yougoslavie! Bien sûr, la Serbie s'oppose à la contrebande pour protéger son industrie du tabac et lutter contre la fraude fiscale. Mais le plus important n'est pas là. Belgrade considère que l'argent du trafic alimente directement les caisses des "séparatistes monténégrins".

Le trafic vers la Bosnie

La destination finale des cargaisons des cigarettes est le marché de Berkovici, en territoire croate de Bosnie, qui est aussi un haut lieu du trafic de voitures volées. La région de Berkovici est devenue un centre de tous les trafics en raison d'une position géographique idéale, les zones musulmanes de Bosnie étant juste en face, de même que la Republika Srpska, l'entité serbe de Bosnie, et le Monténégro. En Republika Srpska, les saisies de cigarettes de contrebande sont l'exception et non la règle car le plus souvent la police serbe de Bosnie ne pourchasse pas les trafiquants mais travaille avec eux et les protège.

Deux entreprises gèrent le trafic de cigarettes en Republika Srpska, Centreks et Selekt-Impeks, toutes deux contrôlées par le ministère de l'Intérieur. Les chiffres impressionnants avancés par les policiers font état d'importation illégale atteignant jusqu'à 300 t de cigarettes en deux mois en 1997. La plus grosse partie des cigarettes de contrebande provenant du Monténégro est vendue en Bosnie Croate d'abord, en République de Croatie ensuite, et une petite partie seulement est destinée à Sarajevo.

Les recettes du trafic de cigarettes sont d'une importance vitale pour la Republika Srpska.

Dans la fédération croato - musulmane de Bosnie, le trafic semble moins important. Selon des chiffres officiels, 250 t de cigarettes importées légalement sont vendues chaque mois contre 350 t de cigarettes de contrebande (dont sept sortes différentes de fausses Marlboro fabriquées en Serbie et au Monténégro), ce qui correspond à une perte de 525 millions de francs pour les finances publiques.

Bulgarie et Albanie

Ramiz Alia va tout simplement ouvrir les ports de l'Albanie à la mafia italienne qui connaît elle-même une période difficile dans l'une de ses activités principales, la contrebande de cigarettes. La situation est d'autant plus paradoxale que l'Albanie est à l'époque un pays presque hermétiquement fermé aux étrangers. Cette alliance pour le moins inattendue entre les staliniens albanais et le monde criminel italien est due à l'adoption d'une nouvelle convention internationale qui autorise la marine de chaque pays à poursuivre d'éventuels contrebandiers en dehors de ses eaux territoriales. Cette nouvelle réglementation rend quasiment impossible la poursuite du traditionnel approvisionnement en cigarettes des petites vedettes de la mafia auprès de cargos qui restent en haute mer. Les trafiquants italiens négocient alors avec Tirana le droit d'utiliser les ports albanais comme "zones de transit".

C'est ainsi que des entreprises italo-suissees liées à la mafia reçoivent bientôt le droit de faire transiter des marchandises de toutes sortes par les ports de Durrès et de Vlora; et le trafic de cigarettes peut ainsi reprendre de plus belle.

L'Albanie reçoit quelques milliers ou dizaines de milliers de dollars pour ses bons services. Le cargo qui transporte les cigarettes ne risque rien, puisque sa destination officielle est l'Albanie. Grâce à cet ingénieux procédé, qui plaçait Tirana à la limite des lois internationales, la mafia italienne a été pendant près de trois ans, entre 1986 et 1989, l'une des principales sources de revenus en devises de l'Albanie communiste.

Ce trafic n'est apparemment pas le seul auquel se soit livrée l'Albanie communiste. Le démantèlement en 1989 en Suisse d'un important réseau de trafiquants a révélé que des cargos de cigarettes de contrebande venant d'Albanie avaient été acheminés pendant plusieurs années vers l'Espagne.

Le commerce illicite des cigarettes au Kosovo

Des centaines d'enfants kosovars, revendent des cigarettes. Ils s'approvisionnent sur un marché de gros, juste derrière le siège de la KFOR (la force de paix au Kosovo). Ici ils achètent des

rué. D'autant plus qu'ils se mettent à fumer à dix ans à peine. Mais ce n'est pas l'avis de tout le monde. Certains pensent qu'ils sont utiles parce qu'ils rapportent de l'argent à leur famille".

3. LUTTER CONTRE LES MAFIAS ET LES TRAFICS

La criminalité organisée transnationale, le trafic de stupéfiants et le terrorisme international sont trois nouveaux de risques qu'il convient d'inclure intégralement dans le tableau stratégique de la sécurité européenne.

En ce qui concerne les pays balkaniques, ils sont pour l'instant incapables de lutter efficacement contre les mafias et les trafics. Toutes leurs capacités de réactions sont limitées parce que le système politique et judiciaire est gangrené par les groupes criminels. Aucun état balkanique n'est pas en mesure de contrôler la situation ou de faire appliquer les règles minimales du droit.

Dans ce contexte, où les entités criminelles balkaniques sont très fortes, chaque pays européen devrait utiliser les moyens disponibles, y compris militaires, pour lutter contre ces risques à l'échelle continentale et surtout à l'égard des grands menaces que cette région présente, tout en respectant les droits de l'homme et les normes démocratiques.

Les moyens préventifs, diplomatiques, économiques et politiques seront la réponse ultime et décisive à ce problème, la répression pouvant jouer un rôle complémentaire. Il est logique et souhaitable que les forces de police puissent bénéficier de l'aide de quelques instruments militaires pour combattre ces menaces, à condition que soient respectées plusieurs orientations capitales : contrôle politique approprié ; subordination claire des militaires aux forces de police lors d'opérations et dans le domaine du renseignement avec les moyens militaires spécifiques. La contribution militaire sera peut être utile au maintien de l'ordre à certains égards, mais inévitablement limitée et spécialisée.

L'UEO a déjà acquis une certaine expérience en ce qui concerne le déploiement de forces de police et de gendarmerie lors des opérations de soutien à la paix. Elle peut servir de forum de coordination où, grâce à une approche strictement intergouvernementale, cette assistance peut être offerte sur demande au niveau multilatéral.

les ministères de l'Intérieur dans le cadre des dispositions actuelles en matière de sécurité européenne.

La criminalité transnationale organisée, le trafic de stupéfiants et le terrorisme international devraient être considérés aujourd'hui comme des défis majeurs pour la sécurité européenne. La liberté de circulation permise au sein de l'Union européenne a occulté la distinction entre la sécurité interne et la sécurité transnationale. Un concept global de la sécurité est aujourd'hui nécessaire, dans lequel la force ne représente que l'un des moyens employés. Les sociétés modernes complexes sont vulnérables à bien des égards, et incapables de contrôler à elles seules les aspects les plus importants de leur souveraineté, alors que les acteurs supranationaux disposent désormais de ressources qui étaient autrefois l'apanage des états-nations seulement.

L'importance stratégique des nouveaux risques est de plus en plus souvent reconnue dans des forums mondiaux. Il est à explorer la possibilité de recourir aux forces militaires pour aider les services de police. L'UEO peut, dans ce domaine, jouer un rôle particulier, à savoir contribuer à la sécurité globale des populations européennes en mettant des moyens militaires multinationaux au service d'opérations de police nationales et internationales. Bien qu'il faille que la prévention prime sur la répression. On examine surtout la question spécifique de l'assistance militaire aux autorités civiles (AMAC) pour combattre les nouveaux risques. La participation de l'armée ne se conçoit que comme une contribution étroitement contrôlée, limitée, spécialisée et rentable au maintien de l'ordre et à la prévention de la criminalité. Elle devrait être développée en fonction des besoins formulés par les ministères de l'Intérieur, dans la logique d'un espace judiciaire européen et sans mettre en cause la séparation des pouvoirs, usurper les fonctions existantes ou impliquer une militarisation de la sécurité interne. Son principal objectif est tout simplement de renforcer la défense des démocraties par des moyens démocratiques et dans le respect de l'état de droit.

Dans un environnement de sécurité multidimensionnelle, il est justifié de recourir aux moyens militaires, à certaines conditions bien définies, en compléments des moyens policiers, mais

C'est d'ailleurs dans le domaine crucial du renseignement que le problème de la coordination se pose avec acuité.

3.1.2. L'expérience acquise dans les Balkans en ce qui concerne les actions communes police - armée

Les crises et conflits divers qui secouent l'Europe du Sud-Est depuis 1991 confrontent l'Europe occidentale et ses alliés à de nombreux problèmes difficiles à résoudre. Une bonne partie des stratégies et concepts existants de prévention des crises, de gestion des crises, de rétablissement de la paix et de maintien de la paix n'ont pas pu être mis en œuvre ou, s'ils l'ont été, se sont révélés inefficaces.

Quoi qu'il en soit, l'Union européenne ne disposait pas d'une doctrine ayant fait ses preuves pour s'attaquer à de telles crises, car sa politique étrangère commune qui devait, le moment venu, être couplée à une politique de sécurité et de défense commune, était à l'époque et est manifestement toujours, en voie d'édification.

Dans trois zones de crise précises - Bosnie-Herzégovine, Albanie et Kosovo - la cessation des hostilités imposée aux belligérants a été suivie par la mise en place d'un grand nombre de troupes étrangères chargées de préserver la paix. Cependant, après chacun de ces conflits, s'est également fait sentir le besoin urgent d'instaurer (ou de rétablir) les structures civiles - police et appareil judiciaire - nécessaires au maintien de l'ordre public et de l'Etat de droit.

Les Accords de Dayton prévoyaient la constitution d'un Groupe international de police (GIP) par les Nations Unies. En Albanie, l'UEO a été chargée par l'UE de mettre en place un Elément multinational de conseil en matière de police (EMCP) et, au Kosovo, les Nations unies ont été mandatées, au titre de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité, pour déployer une force de police internationale. Chacune de ces forces a des tâches différentes à mener dans des circonstances différentes, et chacune doit faire face à des problèmes spécifiques...

L'Albanie demeure caractérisée par une grave carence dans l'ordre public et la sécurité, par

Compte tenu de l'urgence des problèmes albanais actuels, une nouvelle organisation et/ou mission ne disposerait pas du temps requis pour s'adapter à la situation.

Quant aux Albanais, il leur faudra assurément renoncer au langage de la haine et à la violence au profit de la paix nationale. Sinon, le peuple albanais risque, hélas, de perdre à jamais sa confiance dans le processus démocratique.

Dans le Kosovo, la Résolution 1244, qui réaffirme son appartenance à la RFY, prévoit également la création de la MINUK et de la KFOR (force de sécurité militaire internationale placée sous l'autorité de l'OTAN).

MINUK dépendent totalement de la KFOR pour ce qui est de faire appliquer la loi. Cela dit, cette situation devrait bientôt évoluer puisque le mandat de la force de police de la MINUK prévoit la prise en charge progressive des fonctions de police assurées par la KFOR.

Sur le plan de la formation, l'OSCE, avec l'aide de la force de police de la MINUK, déploie des efforts considérables pour mettre sur pied un Service de police du Kosovo (KPS) multi-éthnique et impartial.

Autrement dit, il faut bien mesurer toute la complexité du problème, et ne pas oublier que les Albanais comme les Serbes du Kosovo y ont leur part, même si les événements tragiques du début de 1999 ont indubitablement, et à juste titre, attiré l'attention sur les atrocités commises par les Serbes.

Par ailleurs, la police de la MINUK ne peut mener à bien sa tâche que si elle dispose des effectifs, de l'équipement, de la logistique et des infrastructures voulus. A cet égard, il faut souligner que, selon les statistiques des Nations unies, 14 878 délits ont été commis au Kosovo entre janvier et août 2000, mais que seules 3 734 arrestations ont été effectuées. Ces chiffres démontrent sans conteste qu'il faut au plus vite renforcer les forces de police internationale avec des effectifs dûment formés et expérimentés.

capital que les juges locaux soient protégés contre le chantage, la corruption et le clientélisme politique. Il sera peut-être nécessaire d'envoyer des juges et des procureurs internationaux pour traiter les crimes causés par la discrimination ethnique.

3.2. Le rôle de la police et de l'armée devant les nouvelles menaces

Les nouvelles menaces mettent à mal les outils de sécurité et de défense traditionnels de l'Etat qui apparaissent mal adaptés pour faire face à des situations non contrôlées aujourd'hui. La nécessité de la mise en place d'une stratégie s'impose, avec comme problème majeur la coordination impliquée par le recouvrement des domaines policier, militaire, judiciaire, économique, éducatif et social. En outre, le Ministère de la défense de chaque pays, ne peut éviter de s'interroger sur les adaptations nécessaires à cette nouvelle donne.

Pour faire face à ces menaces, les organismes policiers semblent mieux adaptés que les militaires dans la lutte contre les formes du crime organisé à l'échelle internationale, et dans tous les cas où l'on peut criminaliser/judiciariser l'adversaire. L'emploi des forces militaires devrait donc être réservé à la participation à la lutte contre des formes de violence (terrorisme, mafia, criminalité organisée). Cependant, cet adversaire est généralement difficilement identifiable et localisable mais facilement combattable car il ne dispose pas de ressources de violence significatives. Néanmoins, il refuse ordinairement une stratégie militaire. Sa neutralisation est donc moins un problème matériel que son identification. En conséquence, le renseignement prime sur l'action proprement dite dans la mesure où un volume de forces limité suffit généralement à le contrer, d'où la nécessité d'un effort de coordination des différents services de renseignement et l'optimisation des moyens.

En outre, l'outil militaire gagnerait à s'adapter à ces menaces infra-militaires par une plus grande collaboration des forces de sécurité et de défense, un ajustement du cadre d'emploi des forces ne remettant pas en cause les capacités de projection-action traditionnelles, et le développement de formations et de matériels spécifiques.

Les armées ont de fait perdu leur quasi-monopole de la lutte contre les menaces jugées

les militaires sont de moins en moins l'ultime recours pour toutes les opérations. La séparation classique entre sécurité intérieure et extérieure disparaît progressivement pour laisser place à l'interpénétration des espaces.

3.2.1. Le rôle de la police dans l'avenir, pour combattre les nouvelles menaces

Manifestement, la conduite des missions de police n'a jamais été simple. En premier lieu, parce qu'elles intervenaient dans le climat tendu caractéristique des situations post-conflit, mais aussi parce que les forces de police internationales n'avaient bien souvent pas l'expérience et les connaissances requises pour être efficaces immédiatement. Chaque fois, il leur a fallu passer par un processus d'apprentissage sur le terrain.

Par ailleurs, il conviendrait de s'intéresser de plus près à la création d'une force de police européenne permanente. En l'occurrence, il se trouve que les pays européens développent un savoir commun sur l'utilité et l'emploi des forces de police dans les différents types de crises, mais la majeure partie de ces connaissances se perd lorsque les policiers participants rentrent chez eux à l'issue de leur mission. Il appartient à l'Europe de veiller à ce que l'on garde trace de ces enseignements et connaissances, et qu'ils soient ensuite transmis aux policiers appelés à leur tour à participer à des missions de police internationales.

Dans son allocution du 21 septembre 1999 devant l'Assemblée générale des Nations unies, le ministre britannique des affaires étrangères, Robin Cook, a proposé que soit mis en place un cours pour former les forces de police au rôle qu'elles peuvent être amenées à jouer dans leurs missions pour les Nations unies. Les États membres de l'UE, et les pays candidats à l'adhésion, devraient donc identifier des unités au sein de leurs forces de police, mobilisables rapidement pour des missions de police européennes ou internationales, et les former à cette fin.

Une force de police européenne ou internationale pourrait ainsi être mobilisée - après la tenue d'une conférence d'engagement au cours de laquelle les pays concernés s'engageraient à

La police apparaît comme un acteur principal de la sécurité par son volume d'effectifs et sa présence dans les urbanisations du territoire, ses capacités de renseignement, d'investigation, de prévention, et de répression. Sa coopération renforce la lutte contre les menaces transfrontalières.

3.2.2. Le rôle de l'armée dans l'avenir, pour combattre les nouvelles menaces

Loin de marquer le déclin des forces armées, la fin de la Guerre froide a paradoxalement fait de celles-ci un instrument de plus en plus fréquent de l'action politique. A mesure que la menace d'une agression massive s'estompait, surtout en Europe, la communauté internationale se trouvait de plus en plus sollicitée de recourir à l'usage préventif, voire coercitif, de la force pour prévenir l'escalade des conflits, apporter une aide humanitaire aux populations civiles, défendre les valeurs humaines fondamentales - plusieurs de ces objectifs pouvant d'ailleurs coïncider.

Les mutations du contexte international dans lequel les acteurs sont de plus en plus non étatiques, la redécouverte de menaces transverses en remplacement d'une menace militaire unique et l'évolution des signes de la puissance du politico-militaire vers l'économique sont autant de facteurs qui conduisent à une substitution du concept de sécurité à celui de défense. Les nouvelles menaces sont actuellement les seules menaces réelles. La nécessité d'une vision globale et à long terme avec une posture générale de prévention "active" s'impose. Le Ministère de la défense ne peut éviter une réflexion sur son rôle face à ce nouvel environnement.

Riche d'un potentiel humain, à terme entièrement professionnalisé, les forces armées pourraient envisager des formations adaptées à l'émergence des menaces non militaires transnationales.

Ces formations seraient d'abord utiles par une sensibilisation à tous les niveaux sur ces menaces émergentes. En effet, aucune formation n'est actuellement dispensée sur ces menaces hormis un saupoudrage de conférences généralistes.

En outre, en terme de renseignements, les univers militaires et policiers sont assez

d'infanterie, en vue d'un éventuel emploi lors d'opérations de maintien ou de rétablissement de la paix. Cependant, l'utilisation de ces unités serait strictement cantonnée à des situations extrêmes.

Au total, une ambition pourrait consister en la création d'un centre de formation interarmées à la sécurité transnationale, ou dans une forme dégradée à la création de modules de formation dans les écoles. Par ailleurs, les organismes de réflexion dépendant du Ministère de la défense, doivent continuer à jouer un rôle de premier rang dans la définition et le suivi des menaces, le rôle à tenir par les armées.

En ce qui concerne les moyens, les forces armées disposent d'une panoplie très large d'équipements et des savoir-faire adaptés pour répondre aux différentes menaces conventionnelles. Certains de ces moyens pourraient trouver une utilité rationnelle immédiate dans la lutte contre les menaces émergentes, d'autres pourraient être développés dans un souci de réduction de la létalité des armements.

En effet, un certain nombre d'équipements ou de moyens sont déjà utilisés ou pourraient l'être dans la lutte contre ces menaces.

Dans le domaine du renseignement d'abord, les armées détiennent des matériels très sophistiqués et très performants pour l'acquisition d'informations d'origine électronique, électromagnétique, ou satellitaire. Citons par exemple les moyens de la marine pour le contrôle des approches maritime, ainsi que le système de détection et de contrôle aéroporté AWACS de l'armée de l'air, qui peuvent être utilisés dans la lutte contre les trafics de drogue, l'immigration clandestine, le terrorisme ou la piraterie maritime. Par ailleurs, les moyens de guerre électronique autorisent une surveillance pointue de l'espace électromagnétique face à des adversaires utilisant cet espace pour leurs activités (terroristes, trafiquants,...). Les satellites donnent des renseignements image exploitables dans la lutte contre les trafics ou le terrorisme.

Dans le domaine de la protection face à des terroristes utilisant des armes de destruction massive (agents chimiques ou radioactifs), les armées disposent de moyens de détection et de

...). Dans ce cadre, cette unité pourrait apporter son soutien aux autres acteurs de la sécurité dans la lutte contre le terrorisme, les trafics, la mafia, le blanchiment d'argent.

Pour conclure, la sécurité interne devrait connaître un partage strict des activités entre les forces de deuxième (police, gendarmerie) et de troisième (armées) catégories. La participation des forces armées serait limitée à des cas peu fréquents car si leur engagement dans des missions de police constitue un signal politique fort adressé aussi bien à la population qu'à l'adversaire, elle ne peut être banalisée, exception faite bien entendu des opérations de secours ou d'assistance dans le cadre de la défense civile. En revanche, dans les domaines du renseignement, de la formation, et de la mise à disposition de moyens, les armées peuvent davantage collaborer avec les forces de deuxième catégorie, tout en développant des armements non létaux à usage dual face aux menaces militaires et non militaires.

3.3. Les expériences de certains états

L'exemple américain:

Le manuel de règlement en campagne de l'armée de terre américaine de 1993 définit un type d'opérations particulier, les « opérations autres que la guerre ». Leur définition est suffisamment large pour inclure la prolifération, le terrorisme, le trafic de drogue, les déséquilibres démographiques, l'environnement ... Par exemple, dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogue, le recours massif à la marine, l'infanterie, l'aviation et la garde nationale a déjà eu lieu mais l'efficacité est restée limitée du fait de la capacité d'adaptation des narco-trafiants. Par ailleurs, la mise en place de la "diplomatie totale" prévoit la modernisation et l'adaptation des forces armées aux nouvelles menaces. Enfin, dans le domaine de la défense civile et du maintien de l'ordre, la garde nationale, forte de 540 000 personnels et dotée de matériels lourds, peut être mobilisée le cas échéant en appui des forces de défense civile sous l'autorité des gouverneurs. Leur intervention a suscité des critiques au point de vue des libertés publiques en 1991 lors des émeutes de Los Angeles en 1991.

CONCLUSION

Depuis 1991, les Balkans traversent, une fois de plus dans leur histoire, une période d'instabilité politique et militaire. Les guerres civiles à répétition ont ruiné l'économie des pays de la région. Autant d'éléments qui, avec l'insurrection de 1997 en Albanie et la guerre en Kosovo ont permis au crime organisé dans les Balkans de se développer considérablement et d'acquérir une dimension internationale.

Depuis quelques années déjà, cette criminalité frappe de plein fouet les pays d'Europe occidentale. Les trafiquants balkaniques, qui coopèrent avec la mafia italienne, colombienne ou turque, sont désormais bien implantés dans l'Union européenne. Généralement considérés, à juste titre, comme une zone de turbulences et d'instabilité au centre du continent européen, en raison de la persistance de conflits ethniques, les Balkans constituent aujourd'hui une menace d'une nature nouvelle pour la sécurité de l'Europe occidentale et orientale.

Les Balkans comme champ libre pour les mafias et pour tout genre de trafic représentent des nouveaux risques qu'il convient d'inclure intégralement dans le tableau stratégique de la sécurité européenne.

Au niveau politique, des documents tels que "La sécurité européenne : une conception commune pour les 27 pays de l'UEO", la "Réflexion sur les intérêts européens de sécurité à l'aube du XXI-ème siècle", le "Rapport du Groupe de réflexion", la "Déclaration de Lisbonne sur un modèle de sécurité commun et global pour l'Europe au XXI-ème siècle" de l'OSCE et la "Déclaration de Barcelone adoptée lors de la conférence euro - méditerranéenne" traduisent un consensus croissant en ce qui concerne ce problème. Sur le plan conceptuel, elles représentent une question de stratégie globale et doivent être abordées sous l'angle d'une sécurité multidimensionnelle. Dans un contexte où les gouvernements voient leur souveraineté plus souvent mise en cause et où les entités criminelles sont plus fortes, chaque pays devrait utiliser les moyens disponibles, y compris militaires, pour lutter contre ces risques, tout en respectant les droits de

En premier lieu, elles peuvent atteindre nos flux de vie que sont la liberté et la sécurité de la circulation (terrorismes, pirateries, criminalité organisée, flux migratoires, zones de non-droit), nos approvisionnements (économie, finances, énergie, eau), et nos informations (réseaux informatiques, télécommunications, manipulations des médias, intelligence économique).

En second lieu, elles génèrent des flux de mort que sont les trafics (drogues, armes, êtres humains, organes, déchets), les atteintes à l'intégrité humaine (drogues, prostitution, sectes).

Pour faire face à ces menaces, les organismes policiers semblent mieux adaptés que les militaires dans la lutte contre les formes du crime organisé à l'échelle internationale, et dans tous les cas où l'on peut criminaliser/judiciariser l'adversaire. L'emploi des forces militaires devrait donc être réservé à la participation à la lutte contre des formes de violence (terrorisme, mafia, criminalité organisée).

En outre, l'outil militaire gagnerait à s'adapter à ces menaces infra-militaires par une plus grande collaboration des forces de sécurité et de défense, un ajustement du cadre d'emploi des forces sans remettre en cause les capacités de projection-action traditionnelles et le développement de formations et de matériels spécifiques.

Les armées ont de fait perdu leur quasi-monopole de la lutte contre les ennemis jugés majeurs par le gouvernement. Il n'y a plus d'un côté les policiers et les gendarmes et de l'autre les militaires quand on a une escalade sérieuse. On connaît dorénavant des instruments beaucoup plus différenciés et répondant à des formes de violence différentes. Cela change le rapport de force et de légitimité entre les forces de sécurité et de défense.

Enfin, les gouvernements pourraient ouvrir des espaces de réflexion mixtes et créer un partenariat fort entre tous les organismes de sécurité et de défense, des universitaires, des hommes de loi, des experts venus du privé et des entreprises spécialisées en vue de la conception d'une doctrine sur les dangers nouveaux et l'adaptation nécessaire des outils judiciaires, de renseignement, de défense et sécurité.

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	4
1. LES BALKANS : CHAMP LIBRE POUR LES MAFIAS	6
1.1. LES MAFIAS ONT GANGRENE EN DIX ANS LES BALKANS	6
1.2. CRIMINALITE HYBRIDE ET "ZONES GRISES"	7
2. TRAFICS REGIONAUX	13
2.1. LES STUPEFIANTS	13
2.1.1. La route et les filières de trafic de drogues dans les Balkans	13
2.1.2. Le trafic de drogues dans la zone pré-balkanique, de l'Europe orientale et centrale et le contournement des routes connues	15
2.2. TRAFIC D'ETRES HUMAINS	17
2.2.1. Immigration clandestine. La filière des Balkans	17
2.2.2. Traite des blanches, exploitation des enfants et trafic d'organes	19
2.2.2.1. Traite des femmes et prostitution organisée	20
2.2.2.2. Exploitation des enfants et trafic d'organes	21
2.3. TRAFIC D'ARMES	24
2.3.1. L'insurrection albanaise de 1997: des millions d'armes dans la nature	24
2.3.2. L'armement de milices albanaises en Macédoine et au Kosovo	25
2.3.3. Toutes les armes dans l'ex-Yougoslavie: les "souvenir" de la guerre	27
2.3.4. Les stocks de la guerre en ex-Yougoslavie : une source du trafic d'armes en Europe	28
2.4. TRAFIC DE VEHICULES VOLES	29
2.5. TRAFIC DE CIGARETTES	34
3. LUTTER CONTRE LES MAFIAS ET LES TRAFICS	40
3.1. LA COOPERATION POLICE - ARMEE	40
3.1.1. Coopération police - armée – une nécessité	40
3.1.2. L'expérience acquise dans les Balkans en ce qui concerne les actions communes police - armée	42
3.2. LE ROLE DE LA POLICE ET DE L'ARMEE DEVANT LES NOUVELLES MENACES	44
3.2.1. Le rôle de la police dans l'avenir, pour combattre les nouvelles menaces	45
3.2.2. Le rôle de l'armée dans l'avenir, pour combattre les nouvelles menaces	46
3.3. LES EXPERIENCES DE CERTAINS ETATS	48
CONCLUSION	49
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE	52
PRESSE	52
RAPPORTS, LIVRES ET INTERVIEWS	52

Sources et bibliographie

Presse

La documentation de base vient des informations du « Monde diplomatique » et des médias de plusieurs pays, parmi lesquels :

- Le courrier des Balkans disponible sur Internet [www//bok.net/balkans](http://www.bok.net/balkans).
- Albanian Daily News disponible sur Internet: www.albaniannews.com
- Les quotidiens Adevarul, Evenimentul zilei disponible sur Internet : www.ziare.com.ro
- Fraternet.com. – « L'info du jour » disponible sur Internet : www.fraternet.com.
- La revue « L'Expansion » n° 632 du 9 au 22 novembre 2000

Rapports, livres et interviews

The Institute for War & Peace Reporting, Rapport sur la crise des Balkans n° 169 du 5 septembre 2000

Nicolas Miletitch, octobre 1998, Trafics et crimes dans les Balkans

Interpol sur Internet: www.interpol-pr.com

Sous la direction de Xavier Raufer, Dictionnaire technique et critique des nouvelles menaces

Raufer X, Interviews sur le problème des organisations criminelles dans les Balkans, disponibles sur Internet.